



H. GORTER RÉPONSE À LÉNINE

H e r m a n G o r t e r

**R é p o n s e
à L é n i n e**

sur
« La Maladie Infantile du Communisme »
(1920)

LIBRAIRIE OUVRIÈRE
67, Boulevard de Belleville, Paris

H e r m a n G o r t e r

R é p o n s e
à L é n i n e

sur

« La Maladie Infantile du Communisme »

(1920)

300

LIBRAIRIE OUVRIÈRE
67, Boulevard de Belleville, Paris

TABLE

Juillet 1920	p. 3
Lettre ouverte au camarade Lénine	
I. Masses et chefs	p. 6
II. La question syndicale	p. 26
III. Le Parlementarisme	p. 49
IV. L'opportunisme dans la III ^e Interna- tionale	p. 90
V. Conclusion	p. 97



Imprimerie de la Société Nouvelle d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, Paris (20^e).

Juillet 1920

En 1920 Révolution Russe et Léninisme étaient parvenus à leur apothéose : le succès de la tactique bolchévique dans la révolution d'octobre avait ébloui l'esprit des élites révolutionnaires dans les pays occidentaux, qui regardaient vers l'orient avec une foi presque aveugle. Une grande vague révolutionnaire ébranlait l'Europe, l'armée rouge de Toukhatchevski menaçait Varsovie, le prolétariat allemand était prêt à s'élancer dans la mêlée, le prolétariat italien occupait les usines, partout la classe ouvrière était en ébullition. L'espoir, la presque certitude de la victoire révolutionnaire éclairaient l'horizon de l'idéologie communiste. Ce fut dans ce milieu historique, où l'esprit d'analyse était forcément affaibli par la splendeur de la lumière orientale, que Hermann Gorter, théoricien et poète du communisme, s'empara de l'arme de la critique.

Lénine, devenu homme d'état, d'un état qui devait dans la suite devenir l'état de la néo-bourgeoisie russe, avait écrit un mauvais livre : « L'Extrémisme, maladie infantile du Communisme ». La pointe de cette brochure, qu'aujourd'hui, nous pouvons à bon droit qualifier nettement de contre-révolutionnaire, était dirigée principale-

ment contre les ultra-gauches allemands, c'est à dire contre le Parti Communiste Ouvrier.

Cette élite de révolutionnaires marxistes qui conserva et conserve encore au prolétariat allemand et international la tradition révolutionnaire de l'Union ouvrière et du Spartacusbund, préconisait au sein de la classe ouvrière d'Allemagne une tactique, une méthode d'action, inspirées par les dernières expériences de la lutte de classe en occident : Elle préconisait la lutte sans compromis du prolétariat contre la bourgeoisie, le boycottage du parlement et la destruction des syndicats en même temps que de tout l'appareil étatique du capitalisme, lui opposant la dictature du prolétariat dans la forme des conseils d'usines. Cette manifestation idéologique originale du prolétariat allemand ne se localisait pas en Allemagne. Des manifestations analogues prenaient forme en Hollande avec les Tribunistes, en Angleterre avec les fondateurs du Parti Communiste Anglais, en Italie avec la fraction anti-parlementariste de Bordiga et même avec celle de l'Ordine Nuovo de Turin, qui était aussi anti-parlementariste. Le livre de Lénine et l'action subséquente du Léninisme visaient à la destruction de ce développement idéologique, légitimé par les expériences de la lutte de classe dans l'Europe occidentale.

En fait l'offensive contre la gauche donna des résultats favorables en Italie et en Angleterre, où Bordiga et Pankhurst rentrèrent dans les rangs du Léninisme. Les tribunistes hollandais, Gorter et Pannekoek, les éléments du Parti Communiste allemand (K. A. P. D.) restèrent seuls sur la brèche de l'Internationalisme marxiste. Gorter au nom du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne répondit à la « Maladie infantile » de Lénine par sa « lettre ouverte » qui malheureusement ne fut pas en son temps placée devant tout le prolétariat international. Cette lettre est bien connue en Allemagne, mais le prolétariat

français en ignore encore l'existence. Et comme depuis dix années ce document n'a rien perdu de son intérêt, qu'il a au contraire acquis une valeur historique et révolutionnaire encore plus grande, nous allons faire tous nos efforts pour qu'il soit connu au moins de l'avant-garde du mouvement ouvrier en France.

Les Groupes Ouvriers Communistes.

Juillet 1930.

LETTRE OUVERTE AU CAMARADE LÉNINE

Avant-propos

Je voudrais attirer votre attention, camarade Lénine, la vôtre et celle du lecteur, sur le fait que cette brochure a été écrite pendant la marche victorieuse des Russes sur Varsovie.

Je voudrais aussi m'excuser auprès de vous et du lecteur pour les nombreuses répétitions. La tactique des « gauchistes » étant inconnue des ouvriers de presque tous les pays, cela n'a pu être évité.

H. G.

I. — MASSES ET CHEFS

Cher camarade Lénine,

J'ai lu votre brochure sur l'extrémisme dans le mouvement communiste. J'en ai beaucoup appris, comme de tous vos ouvrages. Je vous en suis reconnaissant, avec sûrement beaucoup d'au-

tres camarades. Mainte trace et maint germe de cette maladie infantile qui, sans nul doute, se trouvaient aussi chez moi, en ont été chassés et le seront certainement encore. De même, ce que vous dites, de la confusion que la révolution a causé dans beaucoup de têtes, est tout-à-fait juste. Je le sais : la révolution est venue si soudaine et si contraire à toute attente ! Votre ouvrage sera pour moi un nouveau stimulant à ne faire dépendre toujours davantage mon jugement sur toutes les questions tactiques, y compris celles de la révolution, que de la situation réelle, que des rapports réels entre les classes, tels qu'ils se manifestent politiquement et économiquement.

Après avoir lu votre brochure, j'ai pensé : tout cela est juste.

Mais lorsqu'à tête reposée, je me suis longuement demandé si maintenant je devais cesser de soutenir cette « Gauche », et d'écrire des articles pour le K. A. P. D. et pour le parti de l'opposition en Angleterre, j'ai dû m'y refuser.

Cela semble contradictoire. Mais la contradiction vient, camarade, de ce que votre point de départ dans la brochure n'est pas juste. Vous avez tort, selon moi, au sujet du parallélisme entre la révolution de l'Europe de l'Ouest et la révolution russe, au sujet des conditions de la révolution dans l'Europe de l'Ouest, autrement dit du rapport des forces de classes, et, à cause de cela, vous méconnaissiez le terrain de développement de la gauche, de l'opposition. Ainsi la brochure semble être juste si l'on adopte votre **point de départ** ; si on le rejette (et c'est ce qu'on doit faire), alors **toute la brochure est fautive**. Etant donné que tous les jugements que vous portez,

les uns erronés, les autres radicalement faux, se rassemblent dans la condamnation du mouvement de gauche, particulièrement en Allemagne et en Angleterre, comme, sans être d'accord sur tous les points avec ce mouvement, comme les chefs le savent, je reste tout-à-fait décidé à le défendre, je crois agir pour le mieux en répondant à votre brochure par une défense de la Gauche. Cela me donnera l'occasion, non seulement de montrer son terrain de développement, de prouver son droit à l'existence et ses qualités maintenant, et ici dans l'Europe de l'Ouest, dans le stade actuel, mais aussi, et cela est peut-être aussi important, **de combattre les représentations à l'envers qui prévalent au sujet de la révolution ouest-européenne, surtout en Russie.** L'un et l'autre a son importance, car aussi bien la tactique ouest-européenne que la russe dépendent de la conception de la révolution en Europe occidentale.

J'aurais volontiers rempli cette tâche au Congrès de Moscou, mais je n'ai pas été en état d'y aller.

En premier lieu, j'ai à réfuter deux de vos remarques qui peuvent fausser l'opinion des camarades et des lecteurs. Vous parlez avec ironie et sarcasme de l'ineptie ridiculement puérile de cette lutte en Allemagne à propos de « dictature des chefs ou des masses », « du sommet ou de la base » etc... Que de tels problèmes ne devraient pas avoir à se poser, nous en sommes pleinement d'accord. Mais nous ne sommes pas d'accord avec l'ironie. Car malheureusement ce sont là des questions qui se posent encore en Europe occidentale. En effet nous avons en Europe occidentale, dans beaucoup de pays encore, des chefs

comme il y en avait dans la 2ème Internationale, nous sommes encore à la recherche des chefs véritables **qui ne cherchent pas à dominer les masses** et ne les trahissent pas, et, aussi longtemps que nous ne les aurons pas, nous voulons que tout se fasse de bas en haut, et par la dictature des masses elles-mêmes. Si j'ai un guide dans la montagne et qu'il me conduise à l'abîme, j'aime mieux n'en pas avoir. Quand nous aurons trouvé les vrais chefs, nous laisserons choir cette recherche. Car alors masse et chef ne feront qu'un. C'est cela, et rien d'autre, que nous entendons dire, la gauche allemande, la gauche anglaise et nous.

Et la même chose est valable pour votre deuxième remarque, suivant laquelle le chef doit former avec la masse et la classe un tout homogène. Nous sommes tout-à-fait d'accord. Seulement il s'agit de trouver et d'éduquer de tels chefs, qui soient vraiment unis à la masse. Les trouver et les éduquer, cela les masses, les partis politiques et les syndicats ne le pourront que par une lutte extrêmement difficile dirigée aussi vers le dedans. Cela vaut aussi en ce qui concerne la discipline de fer et le centralisme renforcé. Nous en voulons bien, mais seulement après avoir trouvé les véritables chefs, pas avant. Sur cette très dure bataille, qui maintenant en Allemagne et en Angleterre, dans les pays les plus rapprochés de la réalisation du communisme, est menée déjà avec le plus grand effort, votre ironie ne peut avoir qu'une influence néfaste. **Avec ce sarcasme, vous faites le jeu des éléments opportunistes de la Troisième Internationale.** Car c'est un des moyens avec lesquels des éléments

dans la Ligue Spartacus et dans le B. S. P. en Angleterre, et aussi dans les Partis communistes de maint autre pays, réussissent à tromper les ouvriers en leur disant que toute la question de la Masse et du Chef est un non-sens, « est absurde et puérile ». Avec cette phrase, ils évitent, ou veulent éviter qu'on les critique, eux, les chefs. Avec cette phrase de la discipline de fer et de la centralisation, ils écrasent l'opposition. Vous mâchez la besogne des éléments opportunistes.

Vous ne devez pas faire cela, camarade. En Europe occidentale nous sommes encore dans le stade de préparation. On devrait **plutôt soutenir les lutteurs que les dominateurs.**

Mais ceci n'est qu'en passant. J'y reviendrai encore dans le cours de ma lettre. Il existe une raison plus profonde pour laquelle je ne peux pas être d'accord avec votre brochure. C'est la suivante :

Quand nous autres marxistes de l'Europe occidentale lisons vos brochures, vos études et vos livres, il y a, au milieu de l'admiration et de l'assentiment que tout ce que vous avez écrit a trouvé chez nous, un moment où presque toujours nous devenons très prudents dans la lecture, sur lequel nous attendons des éclaircissements plus détaillés, et qu'ensuite, n'ayant pas trouvé ces éclaircissements, nous n'acceptons pas sans la plus grande réserve. C'est là où vous parlez des **ouvriers et des paysans pauvres** ; vous en parlez très, très souvent. Et partout vous parlez de ces deux catégories comme de facteurs révolutionnaires sur le monde entier. Et nulle part, au moins dans ce que j'ai lu, vous ne faites ressortir clairement et distinctement la **très grande dif-**

férence qui existe en cette matière entre la Russie d'une part (avec quelques pays de l'Europe orientale), **et, de l'autre, l'Europe de l'Ouest**, (c'est-à-dire l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse et les Pays Scandinaves, peut-être même l'Italie). Et pourtant, à mon avis, la base matérielle des divergences d'appréciation qui vous séparent de ce qu'on appelle la Gauche en Europe occidentale, en ce qui concerne la tactique dans les questions syndicale et parlementaire, est justement la différence que présentent sur ce point la Russie et l'Europe de l'Ouest.

Vous connaissez naturellement aussi bien que moi cette différence, mais vous n'en avez pas tiré les conclusions pour la tactique en Europe occidentale, au moins dans ce que j'ai lu de vos ouvrages. Vous avez laissé ces conclusions hors de considération, et, à cause de cela, votre jugement sur la tactique en Europe occidentale est faux.

Cela a été et reste d'autant plus dangereux, que partout en Europe occidentale, cette phrase de vous est récitée mécaniquement dans tous les partis communistes, même par des marxistes. Il paraît même, à en croire tous les journaux, revues et brochures communistes, et les réunions publiques, que tout-à-coup une révolte des paysans pauvres est proche en Europe occidentale. On ne fait pas remarquer la grande différence avec la Russie. Et par cela l'opinion est faussée. celle du prolétariat aussi. Parce que vous-autres en Russie avez une immense classe de **paysans pauvres**, et que vous avez vaincu avec leur aide, vous présentez les choses comme si en Europe

occidentale nous avons aussi cette aide en perspective. Et parce que vous autres en Russie n'avez vaincu que par cette aide, vous présentez les choses comme si c'était par cette aide qu'on ait à vaincre ici aussi. Par votre silence sur cette question en ce qui concerne son application à l'Europe occidentale, vous présentez les choses ainsi, et toute votre tactique ressort de cette conception.

Mais cette conception n'est pas la vérité. Il existe une formidable différence entre la Russie et l'Europe occidentale. En général, l'importance des paysans pauvres comme facteur révolutionnaire diminue de l'est à l'ouest. Dans des parties de l'Asie, de la Chine et de l'Inde, cette classe serait absolument déterminante, si une révolution y éclatait. En Russie, elle représente pour la révolution un facteur indispensable et essentiel. En Pologne et dans quelques autres états de l'Europe méridionale et centrale, elle est encore un atout important **pour** la révolution, mais ensuite plus on va à l'ouest, plus on la voit se dresser hostile **en face** de la Révolution.

La Russie avait un prolétariat industriel de 7 à 8 millions. Mais les paysans pauvres étaient au nombre de 25 millions environ. (Vous me pardonnerez les inexactitudes dans les chiffres qui pourraient advenir, car je dois citer par cœur, cette lettre étant urgente). Quand Kerensky se refusa à donner la terre aux paysans pauvres, vous saviez qu'ils viendraient forcément bientôt de votre côté, dès qu'ils s'en seraient aperçus. Ceci n'est pas et ne sera pas le cas en Europe occidentale ; une telle situation n'existe pas dans les pays de l'Europe occidentale que j'ai cités.

La situation des paysans pauvres dans l'Eu-

rope occidentale est toute autre qu'en Russie. Bien qu'elle soit quelquefois terrible, elle ne l'est pas autant chez nous que chez vous. Ici les paysans pauvres possèdent un coin de terre comme fermier ou comme propriétaire. Les moyens de circulation très développés leur permettent souvent de vendre quelque chose. Dans les circonstances les plus difficiles ils ont souvent de quoi se nourrir. Les dernières décades leur ont apporté quelque amélioration. Ils ont maintenant en mesure d'exiger de hauts prix en période de guerre et d'après-guerre. Ils sont indispensables car on n'importe qu'en très faible proportion les matières alimentaires. Ils peuvent donc maintenir les hauts-prix. Ils sont soutenus par le capitalisme. Le capital les soutiendra tant qu'il restera lui-même debout. La situation des paysans pauvres chez vous était beaucoup plus terrible. A cause de cela, chez vous les paysans pauvres avaient aussi leur programme politique révolutionnaire et étaient organisés dans un parti politique révolutionnaire, chez les Socialistes-Révolutionnaires. Ce n'est le cas nulle part ici. En plus de cela, il existait en Russie une quantité énorme de biens qui pouvaient être partagés, grandes propriétés foncières, bien de la couronne, terres d'état, biens monastiques. Mais qu'est-ce que les communistes d'Europe occidentale peuvent offrir aux paysans pauvres pour les amener à la révolution, pour les rallier à eux ?

(*) Vous écrivez par exemple dans « l'Etat et la Révolution » : (page 67) « La majorité écrasante de la paysannerie, dans tout pays capitaliste qui en possède vraiment une, est opprimée par le gouvernement et as-

Il y avait en Allemagne (avant la guerre) quatre à cinq millions de paysans pauvres (jusqu'à 2 hectares). Dans la véritable exploitation en grand (plus de 100 hectares) il y avait seulement 8 à 9 millions d'hectares. Si les communistes partageait tout cela, les paysans pauvres seraient toujours encore des paysans pauvres, car sept à huit millions d'ouvriers agricoles voudraient aussi avoir quelque chose. Mais il ne peuvent pas même les partager toutes, car ils les garderont eux-mêmes comme exploitations en grand (*).

Ainsi les communistes en Allemagne n'ont pas un seul moyen, à part quelques territoires relativement petits, d'attirer à eux les paysans pauvres. Car les exploitations moyennes et petites ne seront sûrement pas expropriées. Tout-à-fait analogue est la situation des quatre à cinq millions de paysans pauvres de la France ; de même en Suisse, Belgique, Hollande, et dans deux pays Scandinaves (**). Partout dominant les exploitations moyennes et petites. Et même en Italie, le cas est encore sujet à caution. Pour ne pas citer l'Angleterre où il n'y aurait guère que cent à deux cent mille paysans pauvres.

Les chiffres montrent aussi qu'il y a relative-

pire à son renversement, à l'établissement d'un gouvernement « bon marché ». Pour réaliser cela, le prolétariat seul est prédestiné. » ...Mais la difficulté est que la paysannerie n'aspire pas au communisme.

(*) Les thèses agraires de Moscou le confirment.

(**) Pour la Suède et l'Espagne, je ne possède pas de données statistiques.

ment peu de paysans pauvres en Europe occidentale. Ainsi dans les troupes auxiliaires, si elles existaient, seraient seulement en petit nombre.

D'autre part la promesse que, sous le régime communiste, ils n'auraient pas à payer de fermages et de rentes hypothécaires ne peut pas les allécher. Car avec le communisme ils voient venir la guerre civile, la disparition des marchés et la dévastation.

Les paysans pauvres en Europe occidentale, à moins qu'il ne vienne une crise beaucoup plus terrible que celle qui existe actuellement en Allemagne, une crise qui par son caractère désastreux surpasse tout ce qui est arrivé jusqu'à présent, resteront donc avec le capitalisme aussi longtemps qu'il lui restera un peu de vie

Les ouvriers en Europe occidentale sont tout seuls. Car d'autre part, c'est seulement une couche toute mince de la petite bourgeoisie pauvre qui les aidera. Et celle-ci est économiquement insignifiante. Les ouvriers devront porter tout seuls le poids de la Révolution. Voilà la grande différence avec la Russie.

Peut-être, camarade Lénine, direz-vous que cela était aussi le cas en Russie. En Russie également, le prolétariat a fait seul la Révolution. C'est seulement après la révolution que sont venus les paysans pauvres. Cela est vrai, mais la différence reste formidable.

Vous saviez, camarade Lénine, que les paysans viendraient sûrement et vite de votre côté. Vous saviez que Kérénsky ne pouvait ni ne voulait leur donner la terre. Vous saviez qu'ils ne soutiendraient plus Kérénsky bien longtemps. Vous aviez un maître-mot « la terre aux paysans » avec le-

quel vous pouviez tout de suite les amener en quelques mois vers le prolétariat. Nous-autres, par contre, sommes sûrs que partout, dans les limites du prévisible et sur le continent Ouest-Européen, ils soutiendront le capitalisme.

Peut-être direz-vous que sans doute en Allemagne il n'y a pas une grande masse de paysans pauvres qui soit prête à nous aider, mais que des milliers de prolétaires qui maintenant encore sont à la bourgeoisie viendront sûrement de notre côté. Que par conséquent la place des paysans pauvres russes sera occupée ici par des prolétaires. Qu'ainsi, il y aura quand même du renfort.

Cette conception aussi est fautive dans son essence. La différence avec la Russie reste énorme.

Car les paysans russes sont venus au prolétariat après la victoire sur le capitalisme. Mais quand les ouvriers allemands qui se placent actuellement encore aux côtés du capitalisme viendront au communisme, alors la lutte contre le capitalisme commencera seulement pour de bon.

Du fait que les paysans pauvres étaient là, à cause de cela et seulement à cause de cela, les camarades russes ont vaincu. Et la victoire est devenue solide et forte du jour où ils ont changé de camp. Du fait que les ouvriers allemands sont placés dans les rangs du capitalisme on ne peut rien tirer pour la victoire, la victoire ne sera pas non plus facile, et quand ils passeront à nous, la vraie bataille commencera seulement.

La révolution russe a été terrible pour le prolétariat pendant les longues années qu'a duré sa préparation. Redoutable elle reste, après qu'elle a vaincu. Mais elle était facile au moment même où elle avait lieu, justement à cause des

paysans. Chez nous c'est tout différent, c'est juste l'inverse. Avant, elle est facile, et après, elle sera facile. Mais elle-même sera terrible. Probablement plus terrible que jamais révolution ne fut. Car le capitalisme, qui était faible chez vous, qui dominait seulement un peu le féodalisme, le moyen-âge et même la barbarie, est fort chez nous, puissamment organisé et solidement enraciné. Quant aux couches inférieures des classes moyennes, quant aux petits paysans et aux paysans pauvres, ces éléments qui sont toujours du côté du plus fort soutiendront le capitalisme jusqu'à sa fin définitive, à l'exception d'une couche mince sans importance économique.

La révolution en Russie a vaincu par l'aide des paysans pauvres. Cela doit être gardé en mémoire ici en Europe occidentale et partout dans le monde. Mais les ouvriers en Europe occidentale sont seuls. On ne doit jamais oublier cela en Russie.

Le prolétariat en Europe occidentale est seul. Voilà la vérité. Et sur cela, sur cette vérité, notre tactique doit être basée. Toute tactique qui n'est pas basée sur cela est fautive, et mène le prolétariat à d'immenses défaites.

La pratique également prouve que cette affirmation est la vérité. Non seulement en effet les petits paysans de l'Europe occidentale n'ont pas de programme, et non pas revendiqué la terre, mais, maintenant que le communisme s'approche, ils ne bougent pas davantage.

Mais naturellement cette affirmation ne doit pas être prise dans un sens absolu. Il existe, comme je l'ai déjà dit, des territoires en Europe

occidentale où la grande propriété domine et où par conséquent on peut trouver chez les paysans des alliés pour le communisme. Il existe d'autres territoires où, à cause de circonstances locales, etc..., les paysans pourront être gagnés. Mais ces territoires sont relativement peu nombreux.

Le sens de mon affirmation n'est pas non plus, que tout à la fin de la révolution, quand tout s'effondre, aucun paysan pauvre ne viendra chez nous. Cela est indubitable. Pour cette raison aussi nous devons faire de la propagande parmi eux. Mais nous avons à déterminer notre tactique en considérant le commencement et le développement de la révolution. Donc la manière d'être et la tendance générales des circonstances sont dans la situation telles que je disais. Et c'est sur elles seulement qu'on peut et doit baser une tactique. (*)

Il suit de là en premier lieu — et cela doit être dit avec insistance et distinctement — qu'en Europe occidentale la vraie révolution, c'est-à-dire le renversement du capitalisme ainsi que la construction et l'entretien durable du communisme, est maintenant seulement possible encore dans les pays où le prolétariat seul est assez fort en face de toutes les autres classes, donc en Allemagne et en Angleterre — et en Italie parce que l'aide des paysans pauvres est possible. Par la propagande, l'organisation et la lutte. La révo-

(*) Vous, camarade, vous ne chercherez certainement pas à gagner une bataille en considérant les affirmations de vos adversaires dans un sens absolu, comme font les petits esprits. Ma remarque ci-dessus n'est donc destinée qu'à ceux-ci.

lution elle-même ne pourra avoir lieu que lorsque l'économie aura été ébranlée de telle manière par la révolution dans les plus grands états (Russie, Allemagne, Angleterre) que les classes bourgeoises auront été suffisamment affaiblies.

Car vous me ferez sûrement cette concession que nous ne pouvons pas mettre au point notre tactique sur des événements qui viendront peut-être, mais qui manqueront peut-être (aide des armées russes, insurrection hindoue, crise terrible comme il n'en a jamais encore existé, etc.)

Que vous n'avez donc pas vu cette vérité sur la signification des paysans pauvres, c'est là votre première grande faute, camarade. Et c'est en même temps celle de l'Exécutif à Moscou et du Congrès International.

Allons plus loin. Que signifie maintenant au point de vue de la tactique cet isolement du prolétariat occidental, (si différent de la situation du prolétariat russe), ce fait qu'il ne peut attendre un secours de nulle part, de nulle autre classe ?

Cela signifie que chez nous les efforts exigés des masses par la situation sont encore beaucoup plus grands qu'en Russie.

Et deuxièmement, que l'importance des chefs est proportionnellement plus petite.

Car les masses russes, les prolétaires, prévoyaient avec certitude, et constataient déjà pendant la guerre — en partie sous leurs yeux, — que les paysans se placeraient bientôt de leur côté. Les prolétaires allemands, pour ne parler d'abord que d'eux, savent qu'ils ont contre eux

tout le capitalisme allemand avec toutes les classes.

Les prolétaires allemands, sans doute, comptaient déjà avant la guerre, 19 à 20 millions d'ouvriers véritables dans une population de 70 millions. Mais ils sont seuls vis-à-vis de toutes les autres classes.

Ils se trouvent en face d'un capitalisme beaucoup plus fort que ce n'était le cas pour les russes, et sans armes. Les russes étaient armés.

La révolution exige donc de chaque prolétaire allemand, de chaque individu, encore beaucoup plus de courage et d'esprit de sacrifice que des russes.

Cela découle des rapports économiques, des rapports de classes en Allemagne, et non d'une quelconque théorie ou imagination de révolutionnaires romantiques ou d'intellectuels.

Dans la mesure où l'importance de la classe augmente, baisse en proportion l'importance des chefs. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas avoir les meilleurs chefs possibles : les meilleurs entre les meilleurs ne sont pas encore assez bons et nous en sommes précisément à les chercher. Cela signifie seulement qu'en comparaison avec l'importance des masses, celle des chefs diminue.

Si on doit gagner, comme vous, avec sept ou huit millions de prolétaires un pays de cent soixante millions d'habitants, alors, oui, l'importance des chefs est énorme ! Car pour vaincre avec si peu d'hommes un si grand nombre, c'est la tactique qui importe en premier lieu. Lorsque, comme vous, camarades, on gagne avec une aussi petite troupe, mais avec un appui auxiliaire, un

aussi grand pays, alors, ce qui importe en premier lieu, c'est la tactique **du chef**. Quand vous avez commencé la lutte, camarade Lénine, avec cette petite troupe de prolétaires, c'était en premier lieu votre tactique, qui, au moment propice, a livré les batailles et rallié les paysans pauvres.

Mais en Allemagne ? Là, la tactique la plus intelligente, la plus grande clarté, le génie même du chef n'est pas l'essentiel, ni le facteur principal. Là, inexorablement, les classes sont en présence, une contre toutes. Là, le prolétariat doit décider lui-même, comme classe. Par sa puissance, par son nombre. Mais **sa puissance**, en face d'un ennemi aussi formidable et d'une supériorité d'organisation et d'armement si écrasante, **est fondée sur-tout dans sa qualité**.

Vous étiez placé devant les classes possédantes russes comme David devant Goliath. David était petit, mais il avait une arme sûrement mortelle. Le prolétariat allemand, anglais, ouest-européen est en face du capitalisme comme géant contre géant. Pour eux, tout dépend seulement de la force. La force du corps et surtout celle de l'esprit.

N'avez-vous pas remarqué, camarade Lénine, qu'il n'existe pas de « grands » chefs en Allemagne ? Ce sont tous des hommes tout ordinaires. Cela montre déjà que cette révolution doit être en premier lieu l'œuvre des masses et non pas des chefs.

A mon point de vue, ce sera quelque chose de grandiose, de plus grand que rien jusqu'ici. Et une indication de ce que sera le communisme.

Ce sera en Allemagne, ce sera ainsi dans toute

l'Europe occidentale. Car partout le prolétariat est seul.

Ce sera la révolution des masses, non parce que c'est bien ou beau comme ça, ou inventé par quelqu'un, mais parce que c'est conditionné par les rapports économiques et classistes (*).

De cette différence entre Russie et Europe occidentale, découle en outre ce qui suit :

1° Quand vous, ou l'exécutif de Moscou, ou les communistes opportunistes occidentaux de la Ligue Spartacus ou ceux du P. C. d'Angleterre qui vous suivent, vous dites qu'une lutte sur la question : **chef ou masses** est un non-sens, non seulement vous avez tort vis-à-vis de nous qui cherchons encore un chef, mais vous avez tort parce que cette question a, chez nous, une toute autre signification que chez vous.

2° Quand vous venez nous dire : chef et masse ne doivent faire qu'un, vous ne vous trompez pas seulement en ce que nous cherchons justement une telle unité, mais aussi en ce que cette question a, chez nous, une autre signification que chez vous.

3° Quand vous venez nous dire : il doit y avoir dans le parti communiste une discipline de fer

(*) Je passe ici complètement sous silence que, par cette différence de rapport numérique (20 millions sur 70 millions en Allemagne), l'importance de la masse et des chefs et le rapport entre masse, parti et chefs, même pendant et à la fin de la révolution, seront autres qu'en Russie.

Un développement de cette question, qui par elle-même est extrêmement importante, m'entraînerait trop loin pour l'instant.

et une centralisation absolue, militaire, vous ne vous trompez pas seulement en ceci que nous cherchons effectivement une discipline de fer et une forte centralisation, mais en cela que cette question a, chez nous, une autre signification que chez vous.

4° Quand vous venez dire : en Russie, nous agissons de telle et telle façon (par exemple après l'offensive de Kornilov ou à l'occasion de tel autre épisode), dans telle ou telle période nous allions au parlement, ou bien nous restions dans les syndicats, cela ne veut absolument rien dire et n'implique nullement que cette tactique puisse ou doive convenir ici, car les rapports de classe en Europe occidentale dans la lutte et dans la révolution sont tout autres qu'en Russie.

5° Quand vous, ou l'Exécutif à Moscou, ou les communistes opportunistes en Europe occidentale, vous prétendez nous imposer une tactique qui était parfaitement juste en Russie — par exemple une tactique calculée et basée consciemment ou inconsciemment sur le fait que les paysans pauvres ou d'autres couches travailleuses seront bientôt avec vous, en d'autres termes que le prolétariat n'est pas seul, — cette tactique que vous prescrivez chez nous ou qui y est appliquée, ne peut que conduire le prolétariat occidental à sa perte et à des défaites terribles.

6° Quand vous, ou l'Exécutif à Moscou, ou les éléments opportunistes en Europe occidentale comme la centrale de la Ligue Spartacus en Allemagne et le B. S. P. en Angleterre, vous voulez nous imposer, ici, en Europe occidentale, une tactique opportuniste (l'opportunisme s'appuie

toujours sur des éléments étrangers prêts à abandonner le prolétariat), vous commettez une faute.

L'isolement, le manque de renforts en perspective, et, par conséquent, l'importance supérieure de la masse et la moindre importance relative des chefs, voilà les bases générales sur lesquelles la tactique ouest-européenne doit se fonder.

Ces bases, ni Radek, quand il était en Allemagne, ni l'exécutif de l'Internationale à Moscou, ni vous-même, si j'en crois vos écrits, ne les avez vues.

Sur ces bases : l'isolement du prolétariat et la prédominance des masses et des individus, repose la tactique du K. A. P. D., du Parti communiste de Sylvia Pankhurst (*) et de la majorité de la Commission d'Amsterdam, telle qu'elle a été nommée par Moscou.

Par ces raisons, ils cherchent surtout à élever les masses, comme unité et comme somme d'individus, à un degré beaucoup plus haut de développement, à éduquer les prolétaires, un par un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires en leur faisant voir clairement (non seulement par la théorie, mais surtout par la pratique) que tout dépend d'eux, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide étrangère d'autres classes, peu seulement de leurs chefs, mais tout d'eux-mêmes.

Théoriquement donc, si l'on ne tient pas compte des exagérations privées, des questions de détail et des aberrations, comme celles de Wolfheim et de Laufenberg, qui sont inévitables au début d'un mouvement, la conception des partis et des

(*) Du moins jusqu'à présent.

camarades nommés plus haut est tout-à-fait juste et votre offensive est fautive d'un bout à l'autre (*).

Si l'on va de l'Est de l'Europe à l'Ouest, on traverse, à un certain endroit, une frontière économique. Elle est tracée de la Baltique à la Méditerranée, à peu près de Dantzig à Venise. C'est la ligne de partage de deux mondes. A l'ouest de cette ligne le capital industriel, commercial, et bancaire, unifié dans le capital financier développé au plus haut degré, domine presque absolument. Le capital agraire même est subordonné à ce capital ou a déjà dû s'unir à lui. Ce capital est hautement organisé et se concentre dans les plus solides gouvernements et Etats du monde.

A l'est de cette ligne n'existe ni cet immense développement du capital concentré de l'industrie, du commerce, des transports, de la banque, ni sa domination presque absolue, ni, par conséquent, l'Etat moderne solidement édifié.

Ce serait déjà en soi-même un miracle que la tactique du prolétariat révolutionnaire à l'ouest de cette frontière fût la même qu'à l'Est.

(*) Ceci m'a frappé que dans votre polémique, vous faites presque toujours usage des opinions privées de l'adversaire, et non de ses positions officielles.

LA QUESTION SYNDICALE

Après avoir établi ces bases théoriques générales, je veux essayer maintenant de prouver aussi dans l'application que la gauche en Allemagne et en Angleterre a, généralement, raison. Dans les questions syndicale et parlementaire en particulier.

D'abord la question des syndicats.

« De même que le parlementarisme exprime le pouvoir intellectuel des chefs sur les masses ouvrières, le mouvement syndical incarne leur domination matérielle. Les syndicats constituent, sous le capitalisme, les organisations naturelles pour l'unification du prolétariat, et à ce titre Marx, déjà de très bonne heure, a fait ressortir leur importance. Dans le capitalisme développé et plus encore à l'époque impérialiste, les syndicats sont devenus toujours davantage des associations géantes, qui montrent la même tendance de développement qu'en d'autres temps, l'appareil d'Etat bourgeois lui-même. Dans ce dernier s'est formée une classe d'employés, une bureaucratie qui dispose de tous les moyens de gouvernement de l'organisation, l'argent, la presse, la nomination des sous-ordres ; souvent les prérogatives des fonctionnaires s'étendent encore plus loin, de sorte que, de serviteurs de la collectivité, ils deviennent ses maîtres, et s'identifient eux-mêmes avec l'organisation. Les syndicats convergent aussi avec l'Etat et sa bureaucratie en ce que, malgré la démocratie qui est censée y régner, les membres ne sont pas en situation de faire prévaloir leur volon-

té contre le fonctionnarisme ; sur l'appareil artistement édifié des règlements et des statuts toute révolte se brise avant qu'elle puisse ébranler les hautes sphères.

« C'est seulement par une longue persévérance à toute épreuve qu'une organisation parvient quelquefois, après des années, à un succès relatif qui ressort généralement à un changement de personnes. Dans ces dernières années, avant la guerre et après, on en est arrivé ainsi — en Angleterre, en Allemagne, en Amérique — à des révoltes de militants faisant la grève pour leur propre compte, contre la volonté des chefs ou les résolutions de l'association elle-même. Que cela puisse arriver comme quelque chose de naturel, et être envisagé comme tel, manifeste que l'organisation, loin d'être la collectivité des membres, se présente comme un être qui lui est en quelque sorte étranger. Les ouvriers ne sont pas souverains dans leur association, mais elle les domine comme une force extérieure contre laquelle ils peuvent se révolter, bien que cette force soit cependant sortie d'eux-mêmes. Encore un point de commun avec l'Etat. Puis, lorsque la révolte s'apaise, l'ancienne direction se réinstalle et sait se maintenir malgré la haine et l'amertume impuissante dans les masses, parce qu'elle s'appuie sur l'indifférence et le manque de clairvoyance, de volonté homogène et persévérante de ces masses, et parce qu'elle repose sur la nécessité interne du syndicat comme seul moyen pour les ouvriers de trouver, dans l'unification, des forces contre le capital.

« En luttant contre le capital, contre les tendances du capital absolutistes et génératrices de

misère, en limitant ces tendances et en rendant de ce fait l'existence possible à la classe ouvrière, le mouvement syndical s'est mis à remplir un rôle dans le capitalisme et il est devenu lui-même de cette manière un membre de la société capitaliste. Mais du moment où la révolution commence, en tant que le prolétariat, de membre de la société capitaliste, se mue en son destructeur, il rencontre devant lui le syndicat comme un obstacle.

« Ce que Marx et Lénine ont fait ressortir à propos de l'Etat : à savoir que son organisation, malgré ce qu'elle contient de démocratie formelle, le rend impropre à servir d'instrument pour la révolution prolétarienne, vaut donc aussi pour les organisations syndicales. Leur puissance contre-révolutionnaire ne peut être ni anéantie, ni atténuée par un changement de personnes, par le remplacement des chefs réactionnaires par des hommes de gauche ou des révolutionnaires.

« C'est la forme organisatoire elle-même qui rend les masses à peu près impuissantes et qui les empêche de faire du syndicat l'instrument de leur volonté. La révolution ne peut vaincre qu'en détruisant cet organisme, c'est-à-dire en bouleversant de fond en comble cette forme organisatoire afin qu'il en sorte quelque chose de tout à fait autre.

« Le système des conseils, par son développement propre, est capable de déraciner et de faire disparaître non seulement le bureaucratie étatique, mais aussi la bureaucratie syndicale, de former non seulement les nouveaux organes politiques du prolétariat contre le capitalisme, mais aussi les bases des nouveaux syndicats. Au cours des dis-

cussions dans le Parti, en Allemagne, on s'est moqué de ce qu'une forme d'organisation puisse être révolutionnaire, sous prétexte que tout dépendait seulement de la conscience révolutionnaire des hommes, des adhérents. Mais si le contenu essentiel de la révolution consiste en ce que les masses prennent elles-mêmes en main la direction de leurs propres affaires, la direction de la société et de la production, — il s'ensuit que toute forme d'organisation qui ne permet pas aux masses de dominer et de diriger elles-mêmes est contre-révolutionnaire et nuisible ; pour cette raison elle doit être remplacée par une autre forme organisatoire qui est révolutionnaire, du fait qu'elle permet aux ouvriers eux-mêmes de décider activement de tout » (Pannekoek).

Les syndicats, par leur nature, ne sont pas de bonnes armes pour la révolution dans l'Europe de l'ouest. Même s'ils n'étaient pas devenus les instruments du capitalisme, s'ils n'étaient pas dans les mains des traîtres, et si — dans les mains de quelques chefs que ce soit — ils n'étaient pas, par nature, voués à faire de leurs membres des esclaves et des instruments passifs, ils n'en seraient pas moins inutilisables.

Les syndicats sont trop faibles pour la lutte, pour la révolution contre le capital organisé au plus haut degré comme il est en Ouest-Europe, et contre son Etat. L'un et l'autre sont beaucoup trop puissants pour eux. Les syndicats sont encore pour une part des associations de métier, et déjà, par ce seul fait, ne peuvent faire de révolution. Et dans la mesure même où ce sont des associations d'industrie, ils ne s'appuient pas directement sur les

usines, sur les ateliers, ce qui cause aussi leur faiblesse. Enfin, ce sont moins des groupements de lutte que des sociétés de secours mutuel, produits de l'époque petite-bourgeoise.

Leur organisation était déjà insuffisante pour la lutte avant que la révolution ne soit là ; pour la révolution elle-même, en Europe occidentale, elle est inapte à tout service. Car les usines, les ouvriers des usines, ne font pas la révolution dans les métiers ou les industries, mais dans les ateliers. Par surcroît, les syndicats sont des organes à travail lent, beaucoup trop compliqués, bons seulement pour les périodes d'évolution. Et c'est avec ces misérables syndicats, qui, comme on l'a vu, doivent être détruits en tout cas, qu'on veut faire la révolution... Les ouvriers ont besoin d'armes pour la révolution en Europe occidentale. Les seules armes pour la révolution en Europe occidentale sont les organisations d'usine. Les organisations d'usine rassemblées dans une grande unité.

Les ouvriers ouest-européens ont besoin des meilleures armes. Parce qu'ils sont seuls, parce qu'ils n'ont pas d'aide. Et à cause de cela, il leur faut ces organisations d'usine. En Allemagne et en Angleterre, tout de suite, parce que là, la révolution est le plus imminente. Et aussi dans les autres pays, le plus vite possible, dès que nous pourrions l'obtenir.

Cela ne vous sert à rien de dire, camarade Lénine : en Russie, nous avons agi de telle et telle façon. Car, premièrement, vous n'aviez pas en Russie d'aussi mauvaises organisations de lutte que sont beaucoup de syndicats chez nous. Vous aviez des organisations d'usine. En second lieu, l'esprit

des ouvriers était plus révolutionnaire. Troisièmement, l'organisation des capitalistes était faible. Et aussi l'Etat. Enfin, et au fond, tout dépend de cela, vous aviez de l'aide. Vous n'aviez donc pas besoin d'avoir les meilleures entre les meilleures armes. Nous sommes seuls, nous avons donc besoin des toutes meilleures armes. Sans cela nous ne vaincrons pas, sans cela une défaite suivra l'autre.

Mais il y a encore d'autres bases, morales et matérielles, qui démontrent que nous avons raison.

Représentez-vous, camarade, l'état des choses en Allemagne avant la guerre et pendant la guerre. Les syndicats, seuls et trop faibles instruments, sont entièrement aux mains des chefs comme des machines inertes et ceux-ci les exploitent au profit du capitalisme. Puis vient la Révolution. Les syndicats sont employés par les chefs et par la masse des membres comme arme contre la Révolution. C'est par leur aide, par leur soutien, par l'action de leurs chefs et en partie aussi par celle de leurs membres que la Révolution est assassinée. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec l'aide des syndicats. Les grèves en faveur de la Révolution, sont brisées. Croyez-vous, camarade, qu'il soit possible que des ouvriers révolutionnaires restent ensuite dans de telles organisations ? Si encore elles sont par dessus le marché des outils beaucoup trop faibles pour pouvoir servir la révolution ! Il me semble que c'est psychologiquement impossible. Qu'auriez-vous fait vous-même comme membre d'un parti politique, du parti menchevick, par exemple, s'il s'était conduit ainsi pendant la Révolution ? Vous auriez scission-

né (si vous ne l'aviez pas déjà fait auparavant)... Mais vous allez dire : c'était un parti politique, pour un syndicat, c'est autre chose. Je crois que vous faites erreur. Dans la révolution, tant que dure la révolution, chaque syndicat, même chaque groupement ouvrier, joue un rôle de parti politique pour ou contre la révolution.

Mais vous allez dire, et vous le dites dans votre article, que ces mouvements sentimentaux doivent être surmontés en faveur de l'unité et de la propagande communiste. Je vous démontrerai que cela était impossible, en Allemagne, pendant la révolution. Par des exemples concrets. Car nous devons considérer cette question-là aussi d'un point de vue tout à fait concret et unilatéral... Supposons qu'il y ait en Allemagne 100.000 dockers, 100.000 métallurgistes et 100.000 mineurs vraiment révolutionnaires. Ils veulent faire la grève, se battre, mourir pour la révolution. Les autres millions, non. Que doivent faire les 300.000 ? En premier lieu s'unir entre eux, former une ligue pour le combat. Vous convenez de cela : les ouvriers ne peuvent rien sans organisation. Mais une nouvelle ligue en face des anciennes associations équivaut déjà à une scission sinon formelle, du moins réelle. Même si les partisans du nouveau groupement restent membres des anciens. Mais voici que les membres de l'organisation nouvelle ont besoin de présent d'une presse, de réunions, de locaux, de personnes payées. Cela coûte beaucoup d'argent. Et les ouvriers allemands ne possèdent à peu près rien. Pour faire vivre la nouvelle association, ils seront obligés, même s'ils n'en avaient pas envie, de quitter l'ancienne. Donc, considéré d'un point

de vue concret, ce que vous vous figurez, cher camarade, est impossible.

Mais il existe encore de meilleures raisons matérielles. Les ouvriers Allemands qui ont quitté les syndicats, qui veulent détruire les syndicats, qui ont créé les organisations d'usine et l'Union Ouvrière se sont trouvés en pleine Révolution. Il fallait lutter immédiatement. La Révolution était là. Les syndicats ne voulurent pas lutter. A quoi bon, dans un pareil moment dire : restez dans les syndicats, propagez vos idées, vous deviendrez sûrement les plus forts et aurez la majorité. Cela serait bien joli, en ne tenant pas compte de l'étouffement des minorités qui est un fait d'usage et la gauche elle-même ne demanderait qu'à l'essayer si seulement on avait le temps. Mais il n'y avait pas à attendre. La Révolution était là. Et elle est encore là !

Pendant la révolution (notez bien cela, camarade, c'était pendant la révolution que les ouvriers Allemands ont scissionné et ont créé leur Union Ouvrière) les ouvriers révolutionnaires se sépareront toujours des social-patriotes. Pour lutter il n'y a à un tel moment aucune autre possibilité. Quoi que vous et le Congrès de l'Internationale puissiez dire, et avec quelque mécontentement que vous considériez la scission, elle aura toujours lieu pour des raisons psychologiques et matérielles.

Parce que les ouvriers ne peuvent pas toujours supporter d'être fusillés par les syndicats et parce qu'il faut lutter.

A cause de cela, les gauchistes ont créé l'Union générale ouvrière. Et comme ils croient que la révolution en Allemagne n'est pas encore finie, mais

qu'elle ira plus loin, jusqu'à la victoire, à cause de cela ils tiennent le coup.

Camarade Lénine ! existe-t-il dans le mouvement ouvrier, si deux directions se forment, un autre moyen que la lutte ? Et si ces orientations sont très différentes, opposées l'une à l'autre, peut-on en sortir autrement que par la scission ? Avez-vous jamais entendu parler d'un autre moyen ? Existe-t-il quelque chose de plus contradictoire que la révolution et la contre-révolution ?

A cause de cela aussi le K. A. P. D. et l'Union générale ouvrière ont pleinement raison.

Au fond, camarade, ces scissions, ces clarifications n'ont-elles pas toujours été une bonne chose pour le prolétariat ? Est-ce qu'on ne s'en aperçoit pas toujours plus tard ? Sur ce terrain, j'ai quelque expérience. Quand nous étions encore dans le parti social-patriote, nous n'avions aucune influence. Quand nous avons été jetés dehors — au commencement — peu d'influence. Mais après cela, bientôt une grande influence, et ensuite, rapidement une très grande influence. Et comment, vous, les Bolchevicks, vous êtes-vous trouvez, après la scission, camarade ? Tout à fait bien, je crois. Ce fut ainsi : d'abord petit ; plus tard — grand. Maintenant, tout. Il dépend entièrement du développement économique et politique qu'un groupe, aussi petit soit-il, devienne le plus puissant. Si la révolution continue en Allemagne, il y a bon espoir que l'importance et l'influence de l'Union Ouvrière deviennent prépondérantes. Qu'elle ne se laisse pas intimider par les rapports numériques : 70.000 contre 7.000.000. De plus petits groupes que ceux-là sont devenus les plus forts. Entre autres les Bolchevicks !

Pourquoi les organisations d'usine et de lieu de travail, et l'Union ouvrière qui se base sur cette organisation et qui est formée de leurs membres sont-elles d'aussi excellentes armes, à coup sûr, avec les partis communistes, les meilleures, les seules bonnes armes pour la révolution en Europe occidentale ?

Parce que là les ouvriers agissent par eux-mêmes infiniment plus que dans les vieux syndicats, parce qu'ils ont les chefs entre leurs mains, et, par eux, l'orientation elle-même ; et parce qu'ils contrôlent l'organisation d'usine, et par elle toute l'Union.

Chaque usine, chaque lieu de travail est un tout. Dans l'usine, les ouvriers élisent leurs hommes de confiance. Les organisations d'usine sont réparties en districts économiques. Pour les districts, on élit de nouveau des hommes de confiance. Et les districts élisent à leur tour la direction générale de l'Union pour le Reich entier.

Ainsi, toutes les organisations d'usine, sans distinguer à quelles industries elles appartiennent, forment ensemble une seule Union ouvrière.

C'est, comme on le voit, une organisation toute orientée vers la révolution.

On voit encore ceci : ici, l'ouvrier, chaque ouvrier, reçoit un pouvoir. Car il élit dans son lieu de travail ses propres hommes de confiance, et a par eux une influence directe sur le district et l'Union à l'échelle du Reich. Il y a une centralisation forte, mais sans excès. L'individu, avec son organisation directe, l'organisation d'usine, a une grande puissance. Il peut révoquer immédiatement ses hommes de confiance, les remplacer et les for-

cer à remplacer tout de suite les instances les plus hautes. Il y a de l'individualisme, mais pas trop.

Car les instincts centraux, conseils régionaux et conseil national ont une grande autorité. Individu et direction ont juste autant de pouvoir qu'il est nécessaire et possible qu'ils en aient, en Europe centrale, dans la période que nous vivons, celle de l'explosion de la révolution.

Marx écrit que, sous le capitalisme, le citoyen en face de l'Etat, est une abstraction, un chiffre. Il en est de même dans les vieilles organisations syndicales. La bureaucratie, toute l'essence de l'organisation forme un monde supérieur échappant à l'ouvrier, flottant au-dessus de lui comme le ciel. L'ouvrier est en face d'elles un chiffre, une abstraction. Il n'est même pas pour elles l'homme dans l'atelier ; il n'est pas un être vivant, qui veut et qui lutte. Remplacez, dans les vieux syndicats, une bureaucratie constituée par un personnel nouveau, et en peu de temps vous verrez que celui-ci aussi acquerra le même caractère qui l'élèvera, l'éloignera, le détachera de la masse. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes seront des tyrans placés à côté de la bourgeoisie. Cela résulte de l'essence de l'organisation.

Comme c'est différent dans les organisations d'usine ! Ici, c'est l'ouvrier lui-même qui décide de la tactique de l'orientation et de la lutte, et qui fait intervenir immédiatement son autorité, si les chefs ne font pas ce qu'il veut. Il est en permanence au centre de la lutte, car l'usine, l'atelier sont en même temps la base d'organisation.

Il est, autant qu'il est possible sous le capitalisme, l'artisan et le maître de sa propre destinée, et comme il en est ainsi de chacun, **la masse livre**

et dirige son propre combat. Bien plus, infiniment plus en tout cas que ce n'était possible dans les vieilles organisations économiques, tant réformistes que syndicalistes (*).

Par cela même qu'elles font des individus, et par conséquent des masses, les agents directs de la lutte, ses conducteurs et leurs soutiens, les organisations d'usine et l'Union Ouvrière sont vraiment les meilleures armes pour la révolution, les armes dont nous avons besoin, en l'Europe Occidentale, pour renverser sans aide le capitalisme le plus puissant du monde entier.

Mais, camarade, ce ne sont encore, au fond, que d'assez faibles arguments au prix de la dernière et fondamentale raison, laquelle est en liaison intime avec les principes auxquels j'ai fait allusion en commençant. Cette raison est décisive pour le K. A. P. D. et pour le parti d'opposition en Angleterre : ces partis veulent élever largement le niveau de conscience des masses et des individus en Allemagne et en Angleterre.

A leur avis il n'y a pour cela qu'un seul moyen. Et je voudrais bien vous demander encore une fois si vous connaissez une autre méthode dans le mouvement ouvrier. C'est la formation, l'éducation **d'un groupe qui montre dans sa lutte ce que doit devenir la masse.** Montrez-moi, camarade, un autre moyen si vous en connaissez. Moi, je n'en connais pas d'autres.

(*) Naturellement, il faut bien comprendre que cette nouvelle corrélation d'individualisme et de centralisme n'est pas déjà donnée comme un fait achevé, mais est une réalité en formation, un processus qui ne se développera et n'atteindra son aboutissement qu'à travers la lutte.

Dans le mouvement ouvrier, et particulièrement dans la révolution, à ce que je crois, il n'y a qu'une vérification, celle de l'exemple et de l'action.

Les camarades de « gauche » croient possible, avec ce petit groupe luttant contre le capitalisme et les syndicats, d'amener les syndicats à soi, ou même, car ce n'est pas impossible, de les pousser peu à peu sur de meilleurs chemins.

Cela ne peut s'opérer que par l'exemple. Pour élever le niveau révolutionnaire des ouvriers allemands, ces nouvelles formations — les organisations d'usine — sont donc absolument indispensables.

De même que les partis communistes se dressent face aux partis social-patriotes, de même la nouvelle formation, l'Union Ouvrière, doit prendre position face aux syndicats (*).

Pour transformer les masses asservies au réformisme et au social-patriotisme, il n'y a que l'exemple qui puisse servir.

J'en arrive maintenant à l'Angleterre, à la gauche anglaise. L'Angleterre est après l'Allemagne le pays le plus proche de la révolution. Non que la situation y soit déjà révolutionnaire, mais parce que le prolétariat y est particulièrement nombreux, et la situation économique du capitaliste s'y prête au plus haut degré. Là il faut seulement une forte impulsion et le combat commence, qui ne peut se terminer que par une victoire. C'est ce que sen-

(*) Votre remarque sarcastique, que l'Union Ouvrière elle-même ne peut être sans tache, ne nous fait pas beaucoup d'effet car elle n'est juste qu'en tant que l'Union a à lutter pour des améliorations sous le capitalisme. Elle n'est pas juste en tant que l'Union lutte pour la révolution.

tent, c'est ce que savent presque instinctivement les ouvriers les plus avancés de l'Angleterre (comme nous tous le sentons), et parce qu'ils sentent cela, ils ont fondé là-bas, comme en Allemagne, un nouveau mouvement ... qui se dessine et tâtonne de différents côtés, justement comme en Allemagne — le mouvement des « Rank and File », des masses par elles-mêmes, sans chefs ou à peu près comme s'il n'y en avait pas (*).

Ces mouvements ressemblent beaucoup à l'Union Ouvrière allemande avec ses organisations d'usine.

Avez-vous remarqué, camarade, que ce mouvement a surgi uniquement dans les deux pays les plus avancés ? Et du sein de la classe ouvrière elle-même ? Et en beaucoup d'endroits ? (**). Ceci est déjà par soi-même une preuve de spontanéité irrésistible.

En Angleterre, ce mouvement, cette lutte contre les syndicats, est presque encore plus nécessaire qu'en Allemagne. Les Trade-Unions anglais ne sont pas seulement des instruments entre les mains des dirigeants pour soutenir le capitalisme, mais ils sont des outils encore plus inutilisables que les syndicats allemands pour la révolution. Leur formation remonte aux temps de la petite guerre, chacun pour soi, souvent jusqu'au début du XIX^e ou même jusqu'au XVIII^e siècle. En Angleterre n'existe-il pas encore des industries qui

(*) Les « Shop-Committees », « Shop-stewards », et, particulièrement dans le Pays de Galles, les « Industrial Unions ».

(**) C'est une calomnie que de dire que ce mouvement en Allemagne a été provoqué « d'en haut ».

comprennent vingt-cinq unions syndicales, lesquelles se disputent mutuellement leurs membres, pour la vie ou la mort!! Et les membres n'ont dans tout cela aucune autorité. Voulez-vous, camarade Lénine, conserver aussi ces organisations-là ?

Celles-là aussi faut-il s'abstenir de les combattre, de les scissionner, de les anéantir ? Si l'on est contre les Unions ouvrières, on doit être aussi contre les Shop-Committees, les Shop-Stewarts et les Unions Industrielles. Si on est pour ces dernières, on est aussi pour les autres, car les communistes ont dans les deux cas le même but.

Ce nouveau courant dans le mouvement des Trade-Unions pourra servir à la gauche communiste en Angleterre, pour anéantir les syndicats anglais, tels qu'ils sont à présent, et pour les remplacer par des instruments neufs de la lutte de classe, qui soient utilisables pour la révolution. Les mêmes raisons que nous avons apportées pour le mouvement allemand sont valables ici aussi.

J'ai lu dans la lettre du Comité Exécutif de la III^e Internationale au K. A. P. D., que l'Exécutif est pour les I. W. W. d'Amérique, à condition toutefois, que cette organisation veuille bien d'une action politique et de l'adhésion au Parti communiste. Et ces I. W. W. ne sont pas obligés d'aller dans les syndicats américains ! Pourtant l'Exécutif est contre l'Union Ouvrière en Allemagne, et lui fait un devoir de se fondre dans les syndicats, bien qu'elle soit communiste et collabore avec le parti politique.

Et vous, camarade Lénine, vous êtes pour le Rank and File mouvement en Angleterre (qui, pourtant, provoque déjà une scission, et où il y a beaucoup de communistes qui veulent la destruc-

tion des syndicats !) — et vous êtes contre l'Union Ouvrière en Allemagne.

Je ne peux voir dans votre attitude et dans celle du Comité Exécutif que de l'opportunisme. Et qui pis est, de l'opportunisme à faux.

Naturellement la gauche communiste en Angleterre, étant donné que la révolution n'est pas encore là, ne peut pas aller aussi loin qu'en Allemagne. Elle ne peut pas encore organiser le Rank and File Movement dans tous les pays sur une vaste échelle et dans un but immédiatement révolutionnaire. Mais la gauche anglaise prépare cela. Et aussitôt que la révolution sera là, les ouvriers, quitteront en masse les vieilles organisations inaptées à la révolution et afflueront aux organisations d'usine et d'industrie.

Ils y viendront par cela-même que la gauche communiste se fait jour avant tout dans le mouvement, qu'avant tout elle s'efforce d'y semer les idées communistes, et que les ouvriers aussi, à son exemple, sont déjà maintenant élevés à un niveau supérieur (*). Et c'est là, comme en Allemagne, son but **essentiel**.

L'Union générale ouvrière (A. A. U.) et le Rank

(*) Vous nous servez ici, camarade, comme d'autres l'ont fait si souvent, cet argument que les communistes, s'ils quittent les syndicats perdent contact d'avec les masses. Mais le meilleur contact ne se réalise-t-il pas tous les jours dans les usines ? Et toutes les usines ne sont-elles pas déjà maintenant devenues encore quelque chose de plus qu'un lieu de contact, quelque chose comme un local de délibération ?

Comment ainsi les « gauchistes » pourraient-ils perdre contact ?

and File Movement, qui s'appuient l'une et l'autre sur les usines, les lieux de travail, et **seulement** sur eux, sont les précurseurs des conseils ouvriers, des Soviets. La Révolution en Europe Occidentale sera beaucoup plus difficile et par cela même qu'elle se développera lentement, il y aura une fort longue période de transition où les syndicats seront hors de service, et où les soviets ne seront pas encore là. Cette période de transition sera caractérisée par la lutte contre les syndicats à travers leur transformation, et par leur remplacement au moyen de meilleures organisations. Vous n'avez pas lieu d'être inquiet sur ce point, nous aurons bien le temps pour cela !

Encore une fois, ceci n'arrivera pas parce que nous autres, gauchistes, le voulons, mais parce que la Révolution réclame cette nouvelle forme d'organisation, sans laquelle elle ne peut vaincre.

Hardi, donc, le Rank and File Movement en Angleterre et l'Union Ouvrière en Allemagne ! Vous êtes les précurseurs des soviets en Europe. Hardi ! vous êtes les premières organisations pour mener avec les Partis communistes, contre le capitalisme en Europe Occidentale, la lutte de la Révolution !

Camarade Lénine, vous voulez nous forcer, nous autres d'Europe occidentale, qui sommes sans alliés en face d'un capitalisme maintenant encore tout à fait puissant, extrêmement organisé (organisé dans toutes les branches et en tous sens) et fortement armé, et qui pour cela avons besoin des meilleures et plus fortes armes, à en utiliser de mauvaises. Nous, qui voulons organiser la Révolution dans les usines et d'après les usines, vous voulez nous imposer ces misérables syndicats. La révolution en occident ne peut être organisée que

sur la base d'usine et dans les usines, et doit par conséquent l'être ainsi, puisque c'est là que le capitalisme est si hautement organisé dans tous les sens, économiquement et politiquement, et puisque les ouvriers (en dehors du Parti communiste) n'ont pas d'autre arme solide. (Les russes étaient armés et avaient les paysans pauvres. Ce que les armes et l'aide des paysans pauvres étaient pour les russes, la tactique et l'organisation doivent en ce moment l'être pour nous). Et à ce moment même vous préconisez les syndicats. Nous qui devons, pour des raisons psychologiques et matérielles, au milieu de la révolution, lutter contre les syndicats — vous voulez nous empêcher de mener cette lutte. Nous ne pouvons lutter que par la scission et vous vous mettez en travers. Nous voulons former des groupes qui donnent l'exemple, seul moyen de montrer au prolétariat ce que nous voulons, et vous nous défendez de donner l'exemple. Nous voulons élever le niveau du prolétariat occidental et vous nous mettez des bâtons dans les roues.

Vous ne voulez pas de la scission, des nouvelles formations, ni, par conséquent, de l'élevation à un niveau supérieur !

Et pourquoi ?

Parce que vous voulez avoir les grands partis et les grands syndicats dans la III^e Internationale.

Cela nous paraît être de l'opportunisme, de l'opportunisme de la pire espèce (*).

(*) L'exemple suivant peut donner une idée du chaos où cet opportunisme nous mène : Il est des pays où, à côté des syndicats réformistes existent des organisations syndicalistes qui, tout en étant mauvaises, luttent mieux que les

Vous agissez maintenant dans la III^e Internationale, tout autrement que jadis dans le parti des maximalistes. Ce dernier fut conservé très « pur » et l'est peut-être toujours encore. Tandis que dans l'Internationale on doit accueillir d'après vous tout de suite ceux qui sont communistes pour une moitié, pour un quart et même pour un huitième.

C'est une malédiction sur le mouvement ouvrier: dès qu'il a obtenu un certain « pouvoir », il tend à l'augmenter par des moyens sans principes. La social-démocratie elle-même était « pure » à son origine, dans presque tous les pays. La plupart des des actuels social-patriotes étaient de véritables marxistes. On gagna les masses par la propagande marxiste. Mais aussitôt qu'on eut atteint quelque puissance, on l'abandonna.

Vous vous conduisez maintenant, vous et la III^e Internationale, de la même façon qu'autrefois les social-démocrates. Naturellement aujourd'hui, non plus dans les limites nationales, mais à l'échelle internationale. La révolution russe l'a emporté par la « pureté », par la fermeté des principes. A l'heure actuelle le prolétariat dispose par elle d'un certain « pouvoir ». Il faudrait étendre maintenant ce pouvoir sur toute l'Europe. Et voilà qu'on abandonne l'ancienne tactique ! !

premières. Les thèses de Moscou réclament l'entrée de ces organisations syndicalistes dans les grandes organisations réformistes. Ainsi il forcent souvent les communistes à devenir des briseurs de grève, comme, par exemple, en Hollande. Mais il y a plus fort : l'Union Ouvrière allemande est condamnée parce qu'elle est sur le terrain de la scission. Mais que fait l'Internationale ? Elle bâtit une nouvelle Internationale syndicale !...

Au lieu d'appliquer maintenant aussi à tous les autres pays cette tactique éprouvée, et de renforcer ainsi de l'intérieur la III^e Internationale, on fait présentement volteface et tout comme la social-démocratie jadis, on passe à l'opportunisme. Voici qu'on fait tout entrer : les syndicats, les Indépendants, le centre français, une portion du Labour-Party.

Pour sauver les apparences du marxisme, on pose des conditions, qu'il faut **signer** (!!). Kautsky, Hilferding, Thomas, etc., sont mis à l'index. Mais les grosses masses, l'élément moyen est admis à rentrer, et tous les moyens sont bons pour l'inciter à le faire. Pour que le centre se renforce mieux, les « gauchistes » ne sont pas admis s'il ne veulent pas passer au centre ! **Les tout meilleurs éléments révolutionnaires**, tels que le K. A. P. D. **sont ainsi tenus à l'écart !**

Et quand on a une fois rallié la grande masse sur une ligne moyenne, on s'ébranle tous ensemble sous la discipline de fer, sous des chefs qu'on a mis à l'épreuve de cette manière extraordinaire.

Pour aller où ? — A l'abîme.

A quoi bon les principes imposants, les thèses brillantes de la III^e Internationale si, dans la pratique, on est opportuniste ?

La II^e Internationale aussi avait les plus beaux principes, mais elle a sombré sur cette pratique.

Nous, les gauchistes, ne voulons pas de cela. Nous voulons d'abord former en Europe occidentale, précisément comme jadis les Bolchevicks en Russie, des noyaux très solides, très conscients, et très forts (même s'ils doivent être petits au début). Et quand une fois nous les aurons, nous les agrandirons. Mais toujours sur un terrain de

plus en plus solide, de plus en plus fort, de plus en plus « pur ». C'est seulement de cette manière que nous pouvons vaincre en Europe occidentale. A cause de cela nous repoussons tout à fait votre tactique, camarade.

Vous dites, camarade, que nous autres, membres de la Commission d'Amsterdam, avons oublié ou n'avons pas appris les leçons des révolutions antérieures. Eh bien ! camarade, je me souviens très bien d'un fait qui a trait aux révolutions passées. C'est le suivant : les partis d' « extrême gauche » y ont toujours joué un rôle éminent, de premier plan. C'était le cas dans la révolution hollandaise contre l'Espagne, dans la révolution anglaise, dans la révolution française, dans la Commune, et dans les deux révolutions russes.

Or il y a, quant au développement du mouvement ouvrier, deux courants dans la révolution ouest-européenne : le radical et l'opportuniste. Ils ne peuvent en venir à une bonne tactique, à l'unité, que par une lutte mutuelle. Mais le courant radical est de beaucoup le meilleur, malgré que dans quelques détails peut-être, il aille trop loin. Et vous, camarade Lénine, vous soutenez le courant opportuniste !

Et ce n'est pas tout ! L'Exécutif de Moscou, les chefs russes d'une révolution qui n'a vaincu que par l'aide d'une armée de millions de paysons pauvres, veulent imposer leur tactique au prolétariat ouest-européen, qui est et doit être seul.

Et pour arriver à cela, ils brisent, comme vous, le meilleur courant en Europe occidentale !

Quelle bêtise incroyable, et surtout quelle dialectique !

Quand la révolution éclatera dans l'occident

d'Europe, vous verrez ce qu'il en sera du rêve bleu de cette tactique ! Mais le prolétariat sera la victime.

Vous, camarade, et l'Exécutif à Moscou, savez que les syndicats sont des puissances contre-révolutionnaires. Cela résulte clairement de vos thèses. Malgré cela vous voulez les conserver. Vous savez aussi que l'Union Ouvrière, c'est-à-dire les organisations d'usine, le Rank and File Movement sont des organisations révolutionnaires. Vous dites vous-mêmes dans vos thèses, que les organisations d'usine doivent être et sont notre but. Malgré cela vous voulez les étouffer. Vous voulez étouffer les organisations dans lesquelles les ouvriers, chaque ouvrier, et par conséquent la masse, peut atteindre à la force et à la puissance, et vous voulez conserver celles dans lesquelles la masse est un instrument mort dans la main des chefs. De cette manière vous voulez mettre les syndicats en votre pouvoir, au pouvoir de la III^e Internationale.

Pourquoi voulez-vous cela ? Pourquoi suivez-vous cette mauvaise tactique ? Parce que vous voulez avoir des masses autour de vous, quelque-elles soient, avant tout. Parce que vous estimez que si seulement vous avez des masses qui vous soient soumises par une discipline ferme et centralisée (d'une façon communiste, demi-communiste, ou pas du tout communiste...), vous, les chefs, arriverez bien à la victoire.

En un mot : — Parce que vous menez une politique de chef.

La politique de chef, n'est pas la politique qui veut des chefs et la centralisation — sans lesquelles on ne peut rien obtenir (pas plus que sans parti), mais elle est la politique qui rassemble les

masses sans les consulter sur leurs convictions et leurs sentiments, et qui pense que les chefs peuvent vaincre, si seulement ils ont de grandes masses autour d'eux.

Mais cette politique, que vous et l'Exécutif préconisez actuellement dans la question syndicale, n'aura pas de succès dans l'occident européen. Car le capitalisme est maintenant encore bien trop puissant, et le prolétariat est bien trop réduit à ses propres forces. Elle échouera comme celle de la deuxième Internationale.

Ici, les ouvriers doivent devenir puissants par eux-mêmes d'abord, ensuite par vous, leurs chefs. Ici, le mal, la politique de chef, doit être détruit dans sa racine.

Avec votre tactique dans la question syndicale, vous et l'Exécutif de Moscou, vous avez prouvé avec succès que, **si vous ne changez pas cette tactique, vous ne pourrez pas conduire la révolution Ouest-européenne.**

Vous dites que la « gauche », quand elle prétend appliquer sa tactique, ne sait que palabrer. Eh bien, camarade, la « gauche » n'a encore eu que peu ou pas l'occasion d'agir dans d'autres pays. Mais regardez seulement vers l'Allemagne, considérez la tactique et l'activité du K. P. A. D. lors du Putsch de Kapp et vis-à-vis de la révolution russe, et vous serez obligé de retirer vos paroles.

III.

LE PARLEMENTARISME

Il reste encore à défendre la Gauche contre vous dans la question du Parlementarisme (*). La ligne de gauche, aussi dans cette question, repose sur les mêmes raisons générales et théoriques que dans la question syndicale : Isolement du prolétariat, puissance énorme de l'ennemi, nécessité pour la masse de s'élever à la hauteur de sa tâche, de ne se fier, avant tout, qu'à elle-même, etc. Je n'ai pas besoin d'exposer à nouveau toutes ces raisons.

Mais il y en a ici encore quelques-unes de plus que dans la question syndicale.

Tout d'abord : Les ouvriers, et, en général, les masses travailleuses de l'Ouest - Europe sont tout à fait sous la dépendance idéologique de la culture bourgeoise, des idées bourgeoises et, par conséquent, du système représentatif et du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise. A un degré beaucoup plus élevé que les ouvriers de l'Europe orientale.

Chez nous l'idéologie bourgeoise s'est emparée de toute la vie sociale, et, par conséquent, aussi politique, elle a pénétré plus profondément dans la tête et dans le cœur des ouvriers. C'est là-dedans qu'ils ont été élevés, qu'ils ont grandi, de-

(*) Au début j'ai pensé que c'était là une question secondaire. L'attitude opportuniste du Spartacusbund lors du Putsch de Kapp et celle que vous adoptez dans votre brochure, même en cette matière, m'ont persuadé que c'était là une question très importante.

puis des siècles déjà. Ils sont saturés des idées bourgeoises.

Le camarade Pannekoek décrit très proprement cette situation dans la revue « Communisme » de Vienne.

« L'expérience allemande nous place en face du grand problème de la révolution dans l'Ouest-Europe. Dans ces pays le mode de production bourgeois et la culture séculaire hautement développée qui lui est liée, ont marqué profondément sur la manière de sentir et de penser des masses populaires. Par cela même leur caractère intime et spirituel est tout à fait autre que dans les pays orientaux qui n'ont jamais connu cette domination bourgeoise. Et c'est là que réside, avant tout, la différence du cours révolutionnaire dans l'est et dans l'ouest de l'Europe. En Angleterre, France, Hollande, Scandinavie, Italie, Allemagne, fleurissait, dès le moyen-âge, une forte bourgeoisie, sur la base d'une production petit-bourgeoise et capitaliste primitive. Et lorsque le féodalisme fut renversé il se développa également à la campagne une classe forte et indépendante de paysans, qui fut aussi la maîtresse de sa propre petite économie. Sur cette base s'est épanoui la vie spirituelle bourgeoise, en une solide culture nationale. Il en fut ainsi au premier chef dans les états côtiers tels que l'Angleterre, la France, qui marchèrent en tête du développement capitaliste. Par l'assujettissement de toute l'économie à sa direction, par le rattachement même des fermes les plus éloignées à la sphère de son économie mondiale, le capitalisme, au cours du XIX^e siècle, a élevé le niveau de cette culture nationale, l'a raffinée, et par ses moyens spirituels de propagande — la presse,

l'école et l'église — il a forgé sur ce modèle le cerveau populaire, qu'il s'agisse des masses prolétariennes qu'il a attirées à la ville ou de celles qu'il a laissées à la campagne.

« Ces considérations sont valables non seulement pour les pays d'origine du capitalisme mais aussi, toutefois sous une forme un peu différente, pour l'Australie et l'Amérique, où les européens ont fondé de nouveaux Etats, de même que pour les pays du Centre-Europe, telle que l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, où le nouveau développement capitaliste a pu se greffer sur l'ancienne économie retardataire et sur la culture petit-bourgeoise. Le capitalisme trouva, en pénétrant dans les pays de l'Est-Europe, un tout autre matériel et de toutes autres traditions. En Russie, en Pologne, en Hongrie et dans les pays à l'Est de l'Elbe, plus de classe bourgeoise forte pour dominer traditionnellement la vie spirituelle. La situation agraire, grande propriété foncière, féodalisme patriarcal, communisme du village, donnaient le ton à l'idéologie ».

Dans ce passage, le camarade Pannekoek, mis en face du problème idéologique, a frappé au bon endroit. Beaucoup mieux que nous ne l'avons jamais fait de notre côté il a fait ressortir sur le terrain idéologique la différence entre l'Europe orientale et occidentale et il a donné, à ce point de vue, la clef d'une tactique révolutionnaire pour l'Ouest-Europe.

Si l'on établit la liaison entre cela et la cause matérielle de la puissance ennemie, autrement dit avec le capital financier, alors toute la tactique devient claire.

Mais on peut dire davantage encore au sujet du problème idéologique. La liberté bourgeoise, la

puissance du parlement, ont été, en Ouest-Europe, une conquête des générations antérieures, des ancêtres, dans leur lutte libératrice; conquête utilisée par les possédants, mais réalisée par le peuple. Le souvenir de ces luttes est encore une tradition profondément enracinée dans le sang du peuple. Une révolution est, en effet, le souvenir le plus profond d'un peuple. La pensée qu'être représenté au parlement est une victoire, est inconsciemment comme une force immense et tranquille. Cela est surtout le cas dans les plus vieux pays de bourgeoisie, où ont eu lieu des luttes longues et répétées pour la liberté; en Angleterre, en Hollande et en France. Et aussi, mais dans une moindre mesure, en Allemagne, en Belgique et dans les pays Scandinaves. Un habitant de l'Est ne peut probablement pas s'imaginer de quelle force peut être cette influence.

En plus, les ouvriers ont lutté ici, souvent pendant beaucoup d'années, pour le suffrage universel, et ils l'ont acquis dans la lutte; soit directement soit indirectement. Cette victoire eût, à son temps, ses résultats. La pensée et le sentiment sont généraux, suivant lesquels c'est réaliser un progrès et une victoire, que d'avoir des représentants dans le parlement bourgeois et de leur commettre ses propres intérêts. Il ne faut pas sous-estimer non plus la force de cette idéologie.

Et, enfin, la classe ouvrière de l'Ouest-Europe est tombée, par le réformisme, sous la coupe des parlementaires, qui l'ont menée à la guerre, à l'alliance avec le capitalisme. Cette influence du réformisme aussi est colossale. Pour toutes ces causes l'ouvrier est devenu l'esclave du parlement,

qu'il laisse agir seul. Lui-même n'agit plus (*).

Vient la Révolution. Maintenant il doit faire tout par lui-même. L'ouvrier doit lutter seul avec sa classe contre le formidable ennemi, doit mener la lutte la plus terrible qui se soit jamais vue au monde. Aucune tactique des chefs ne peut l'aider. Toutes les classes forment une barrière abrupte devant lui, et aucune n'est avec lui. Au contraire, s'il fait confiance à ses chefs ou à d'autres classes au parlement, un grand danger le menace — qu'il ne retombe dans son ancienne faiblesse en laissant agir les chefs, qu'il ne se remette à son parlement, qu'il ne se confine dans la fiction selon laquelle d'autres peuvent faire la révolution pour lui, qu'il ne poursuive des illusions, qu'il ne reste enfermé dans l'idéologie bourgeoise.

Cette attitude des masses vis-à-vis des chefs est encore très bien décrite par le camarade Pannekoek :

« Le parlementarisme est la forme typique de la lutte par le moyen des chefs, où les masses elles-mêmes jouent un rôle secondaire. Sa pratique consiste dans le fait que des députés, des personnalités particulières, mènent la lutte essentielle. Ils doivent, par conséquent, éveiller dans les masses l'illusion que d'autres peuvent mener la lutte pour elles. Jadis on croyait que les chefs pourraient obtenir des réformes importantes pour les ouvriers par la voie parlementaire, ou même avait cours l'illusion que les parlementaires pour-

(*) Cette grande influence, toute cette idéologie de l'Ouest-Europe, des Etats-Unis et des colonies anglaises n'est pas comprise dans l'Est-Europe, dans la Turquie et aux Balkans (pour ne pas parler de l'Asie).

raient réaliser la révolution socialiste par des mesures législatives. Aujourd'hui, que le parlementarisme a un air plus modeste, on met en avant l'argument que les députés peuvent faire une grande propagande pour le communisme au parlement. Mais toujours l'importance décisive est attribuée aux chefs. Naturellement, se sont dans cette situation les gens du métier qui dirigent la politique — au besoin sous le déguisement démocratique des discussions et résolutions de congrès. L'histoire de la social-démocratie est, sous ce rapport, une leçon d'efforts inutiles pour que les membres du parti en déterminent eux-mêmes la ligne politique. Là où le prolétariat lutte par la voie parlementaire, tout cela est inévitable, aussi longtemps que les masses n'ont pas créé des organes pour leur propre action, c'est-à-dire là où la révolution est encore à venir. Mais aussitôt que les masses entrent en scène par elles-mêmes, pour décider et agir, les méfaits du parlementarisme surchargent la balance.

Le problème de la tactique consiste à trouver les moyens d'extirper la mentalité traditionnelle bourgeoise dominante hors de la masse des prolétaires dont elle affaiblit les forces. Tout ce qui renforce à nouveau la conception traditionnelle est nuisible. Le côté le plus solide, le plus tenace de cette mentalité est, justement, leur dépendance vis-à-vis des dirigeants, auxquels ils abandonnent la solution de toutes les questions générales, la direction de leurs intérêts de classe. Le parlementarisme a la tendance inévitable de paralyser l'activité des masses nécessaire à la révolution. Qu'on prononce de beaux discours pour réveiller l'action révolutionnaire! L'activité révolutionnaire ne

prend pas sa source dans de telles phrases, mais seulement dans la nécessité dure et difficile lorsqu'il n'y a pas d'autre issue.

La révolution exige encore quelque chose de plus que le combat des masses qui renverse un système gouvernemental, dont nous savons qu'il ne peut pas être provoqué mais ne peut avoir son origine que dans le besoin profond des masses. La révolution exige que le prolétariat prenne en main les grandes questions de la reconstruction sociale, les décisions les plus difficiles, qu'il entre tout entier dans le mouvement créateur. Et cela est impossible si d'abord l'avant-garde, puis des masses toujours plus larges ne prennent pas les choses en main, ne se considèrent pas comme responsables, ne se mettent pas à chercher, à faire de la propagande, à lutter, à essayer, à penser, à peser, à oser et à exécuter jusqu'au bout. Mais tout cela est difficile et pénible; tant que la classe ouvrière est portée à croire à la possibilité d'un chemin plus facile où des autres agissent à sa place — mènent l'agitation d'une tribune élevée, prennent des décisions, donnent le signal pour l'action, font des lois — elle hésitera et demeurera passive sous le poids de la vieille mentalité et des vieilles faiblesses. »

Les ouvriers de l'Europe occidentale doivent — il faut répéter cela mille fois et, s'il est nécessaire, même cent mille, un million de fois (et celui qui n'a pas compris et tiré cela des événements depuis novembre 1918 est un aveugle, même s'il s'agit de vous, camarade) les ouvriers de l'occident doivent agir avant tout par eux-mêmes, non seulement sur le terrain syndical, mais aussi sur le terrain politique. Puisqu'ils sont seuls et qu'aucune

ruse tactique des chefs ne saurait les aider. C'est d'eux-mêmes que doit sortir la plus grande force d'impulsion. Ici, pour la première fois, à un degré plus élevé qu'en Russie, l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. C'est pour cela que les camarades de la « gauche » ont raison lorsqu'ils disent aux camarades allemands : ne participez pas aux élections, boycottez le parlement. Politiquement il faut que vous fassiez tout vous-mêmes. Vous ne l'emporterez pas tant que vous n'aurez pas conscience de cette vérité et que vous n'agirez pas en conformité. Vous vaincrez seulement si vous agissez ainsi pendant deux, cinq, dix ans et si vous vous y efforcez homme par homme, groupe par groupe, de ville en ville, de province en province, enfin, dans tout le pays, comme Parti, comme Union, comme Conseils d'usine, comme Masse, comme Classe enfin. Par l'exemple et la lutte toujours renouvelés, à travers les défaites, il arrivera que vous formerez bloc dans votre grande majorité et, après avoir passé par cette école, vous pourrez former une masse grande et homogène.

Mais les camarades, les gauchistes du K.A.P.D. auraient commis une lourde faute s'ils avaient préconisé cette ligne rien que par les mots, par la propagande. Dans cette question politique, la lutte et l'exemple ont encore plus d'importance que dans la question syndicale.

Les camarades du K.A.P.D. étaient pleinement dans leur droit et obéissaient à une nécessité historique en se séparant tout de suite du Spartacusbund, en scissionnant avec lui ou plutôt avec sa centrale — quand celle-ci ne voulut plus supporter cette propagande. En effet, le prolétariat

allemand et les ouvriers de l'Europe occidentale avaient besoin, avant tout, d'un exemple. Il fallait que parmi ce peuple d'esclaves politiques, que dans ce monde d'opprimés de l'Europe occidentale surgît un groupe qui fut un exemple de lutteurs libres, sans chefs, c'est-à-dire sans chefs de l'ancienne sorte. Sans députés au parlement.

Et cela toujours non parce que c'est beau ou bon ainsi, ou parce que c'est héroïque et merveilleux, mais parce que le peuple travailleur allemand et occidental est seul dans cette terrible lutte, il ne peut espérer aucun secours des autres classes ou de l'intelligence des chefs. Une seule chose peut le soutenir, la volonté et la décision des masses, homme par homme, femme par femme, ensemble.

A cette tactique, fondée sur des raisons si profondes, s'oppose la participation au parlement, qui ne peut que nuire à cette juste ligne; et le dommage est infiniment plus grand que le petit avantage de la propagande (par le moyen de la tribune parlementaire). Et à cause de cela la gauche repousse le parlementarisme.

Vous dites que le camarade Liebknecht pourrait, s'il était vivant, faire un travail merveilleux au Reichstag. C'est ce que nous nions. Il ne pourrait manœuvrer politiquement là où les partis de la grande et petite bourgeoisie forment bloc contre nous. Et il ne gagnerait ainsi pas mieux les masses qu'en dehors du parlement. Au contraire, une très grande partie de la masse se satisferait de ses discours et sa présence au parlement serait ainsi nuisible (*).

(*) L'exemple du camarade Liebknecht prouve justement la justesse de notre tactique. Avant la révolution, lorsque

Sans doute un tel travail de la « gauche » durera des années et les gens qui désirent, pour des raisons quelconques, des succès immédiats, de plus forts chiffres d'adhésions et de suffrages, de grands partis et une Internationale puissante (en apparence) devront attendre longtemps encore. Mais ceux qui comprennent que la victoire de la révolution en Allemagne et en Europe occidentale ne sera une réalité que si un très grand nombre, que si la masse des ouvriers commence à mettre sa confiance en soi-même, seront satisfaits de cette tactique.

Camarade, connaissez-vous tout l'individualisme bourgeois de l'Angleterre, sa liberté bourgeoise, sa démocratie parlementaire, tels qu'ils se sont développés pendant six ou sept siècles ? Tels qu'ils sont : infiniment différents de la situation en Russie ? Savez-vous, combien profondément ces idées sont enracinées dans chaque individu, y compris les prolétaires, en Angleterre et dans ses colonies ? Connaissez-vous cette structure unifiée en un immense ensemble ? Son importance générale, dans la vie sociale et personnelle ? Je crois qu'aucun russe, aucun est-européen ne les connaît. Si vous les connaissiez, vous admireriez ceux d'entre les ouvriers anglais qui osent se dresser radicalement contre cet immense édifice, contre la plus grande

l'impérialisme était à l'apogée de sa puissance et les lois d'exception de la période de guerre étouffaient tout mouvement, il put exercer par ses protestations au parlement une grande influence, mais pendant la révolution elle n'eut plus d'effet. Aussitôt que les ouvriers auront pris leur destinée en mains propres nous devons laisser le parlementarisme.

construction politique du capitalisme dans le monde entier.

Pour arriver à cette attitude, si elle est pleinement consciente, il ne leur faut sans doute pas un sens révolutionnaire moins développé qu'à ceux qui ont rompu les premiers avec le tzarisme ? Cette rupture avec toute la démocratie anglaise signifie déjà la révolution anglaise en germe.

Car, cette action se fait avec la décision la plus ferme comme cela doit être le cas dans cette Angleterre forte d'un passé historique gigantesque et de puissantes traditions. Parce que le prolétariat anglais représente la plus grande force (il est proportionnellement le plus fort du monde), voilà qu'il se dresse tout-à-coup en face de la bourgeoisie la plus forte du monde, qu'il se dresse dans toute sa force et rejette soudain toute la démocratie anglaise, bien que, dans son pays, la révolution ne soit pas encore là.

Tout cela, son avant-garde, la gauche, l'a déjà accompli, tout comme l'avant-garde allemande, le K. A. P. D. Et pourquoi l'a-t-elle fait ? Parce qu'elle sait que la classe ouvrière est isolée, qu'aucune classe de toute l'Angleterre ne l'aide et que le prolétariat par lui-même avant tout, et non par ses chefs, doit lutter et vaincre avec son avant-garde (*).

Le prolétariat anglais montre, par l'exemple de son avant-garde, comment il veut lutter : Seul

(*) Sans doute l'Angleterre n'a pas de paysans pauvres qui pourraient soutenir le capital. Mais elle a, par contre, une classe moyenne d'autant plus grande et plus liée avec le capitalisme.

contre toutes les classes de l'Angleterre et de ses colonies.

Et de nouveau, comme l'avant-garde allemande : en donnant un exemple. En créant un parti communiste qui repousse le parlement il crie à toute la classe ouvrière de l'Angleterre : Rompez avec le parlement, le symbole de la puissance capitaliste. Formez votre propre parti et vos propres organisations d'usines. Ne vous appuyez que sur vous-mêmes.

Cela devait se produire enfin en Angleterre, cette fierté et cet orgueil ouvrier nés au sein du capitalisme le plus grand. Et maintenant que cette action a commencée, elle se fait toute en bloc.

Ce fut une journée historique, camarade, lorsque au cours de cette assemblée, au mois de juin, fut fondé le premier parti communiste, et qu'il rompit avec toute la constitution et l'organisation de l'Etat en vigueur depuis sept siècles. J'aurais désiré que Marx et Engels y fussent. Je crois qu'ils auraient éprouvé un immense plaisir s'ils avaient pu voir ces ouvriers anglais rejeter l'Etat anglais, prototype de tous les Etats bourgeois du monde, centre et forteresse du capital mondial depuis des siècles déjà, dominateur d'un tiers de l'humanité, s'ils avaient pu les voir rejeter cet Etat et son parlement.

Il y a d'autant plus de raison d'employer cette tactique en Angleterre, que le capitalisme anglais est prêt à soutenir le capitalisme dans tous les autres pays et n'hésitera certainement pas à faire venir de toutes les parties du monde des troupes de renfort contre n'importe quel prolétariat étranger et en particulier contre le sien. La lutte du prolétariat anglais est donc une lutte contre le

capital mondial. Raison de plus pour que le communisme anglais donne l'exemple le plus haut et le plus clair, qu'il soutienne d'une façon exemplaire la cause du prolétariat mondial par sa lutte et par son exemple (*).

Ainsi il devrait toujours exister un groupe qui tire toutes les conséquences de sa position dans la lutte. Les groupes de ce genre sont le sel de l'humanité.

Mais maintenant, après avoir défendu théoriquement l'antiparlementarisme, je dois envisager en détail votre défense du parlementarisme. Vous le défendez (pages 36 - 68) pour l'Angleterre et l'Allemagne. Mais votre argumentation s'applique seulement à la Russie (à la rigueur à quelques autres pays est-européens) mais non pas à l'Europe occidentale. C'est sur ce point, comme je l'ai déjà dit, que vous faites erreur. A cause

(*) Il existe, en Angleterre, plus encore que dans les autres pays le danger de l'opportunisme. Ainsi il paraît qu'aussi notre camarade Sylvia Pankhurst qui, tout en n'ayant pas approfondi suffisamment peut-être ses idées par l'étude, n'en fut pas moins un bon précurseur du mouvement de gauche, par tempérament, instinct et expérience, aurait changé d'avis. Elle abandonne la lutte antiparlementaire, c'est-à-dire un point essentiel de sa lutte contre l'opportunisme pour l'avantage immédiat de l'unité. Elle suit ainsi le chemin parcouru déjà par des milliers de dirigeants du mouvement ouvrier anglais : transfuge à l'opportunisme et, en dernier conséquence, à la bourgeoisie. Cela n'a rien d'extraordinaire — mais le fait que c'est vous, camarade Lénine, qui l'avez entraînée et convaincue, elle, la seule dirigeante conséquente, et hardie de l'Angleterre, cela est un rude coup pour la révolution russe et mondiale.

de cette conception fausse vous devenez d'un chef marxiste un chef opportuniste. A cause de cette conception, vous, chef marxiste radical pour la Russie et probablement quelques autres pays de l'Europe orientale, vous tombez dans l'opportunisme quand il s'agit de l'Europe occidentale. Et votre tactique pousserait tout l'ouest à sa perte, si elle était acceptée. C'est ce que je vais prouver en réfutant en détail votre argumentation.

Camarade, quand j'ai lu le développement des vos arguments, de la page 36 à la page 68, je fus poursuivi constamment par un souvenir.

Je pensais être de nouveau au congrès de l'ancien parti social-patriote hollandais et y écouter un discours de Troelstra. Quand il dépeignait aux ouvriers les grands avantages de la politique réformiste, quand il parlait des ouvriers qui n'étaient pas encore social-démocrates et que nous devons amener à nous par des compromis. Quand il parlait des alliances que nous pouvions contracter (transitoirement, bien entendu) avec les partis de ces ouvriers, des « divisions » entre les partis bourgeois qu'il fallait utiliser. C'est à peu près ainsi, non, c'est identiquement ainsi, mot par mot, que vous nous parlez, camarade Lénine, à nous autres ouest-européens ! !

J'ai dû très souvent prendre la parole pour l'opposition (pendant les années qui ont précédé 1909, date de notre exclusion).

Et je me rappelle, comme nous, les camarades marxistes étions assis tout au fond de la salle, un petit nombre, quatre ou cinq : Henriette Roland-Holst, Pannekoek et quelques autres encore. Troelstra s'exprima tout à fait comme vous — fut entraînant, persuasif. Et je me rappelle égale-

ment comme au milieu du tonnerre des applaudissements, des brillantes phrases réformistes et des calomnies contre les marxistes, les ouvriers de la salle se retournèrent pour contempler ces « idiots » ces ânes et ces imbéciles enfantins, ainsi que nous qualifia Troelstra — et ainsi que vous faites, à peu de chose près. C'est ainsi que les choses se sont probablement passées au congrès de l'Internationale à Moscou, quand vous y avez parlé contre les marxistes « gauchistes ». Lui, Troelstra — tout comme vous, camarade — exposa ses pensées avec tant de persuasion, avec tant de logique dans sa méthode, que je pensais moi-même par moment qu'il avait raison.

Mais savez-vous ce que je pensais alors en l'écoutant, quand je commençais à douter de moi-même ? J'avais un moyen qui ne me trompait jamais. C'était un passage du programme du parti : **Tu dois toujours agir et parler de manière à réveiller et à fortifier la conscience de classe des ouvriers.** Je me demandais alors : Oui ou non, la conscience de classe des ouvriers est-elle fortifiée par ce que dit cet homme ? Et je comprenais tout de suite que ce n'était pas le cas, et que par conséquent j'avais raison.

J'ai éprouvé la même chose en lisant votre brochure. J'écoutais vos arguments opportunistes en faveur de l'alliance avec les partis non-communistes, du compromis avec les bourgeois. J'étais entraîné. Tout paraissait si brillant, si clair et beau, et si logique dans votre méthode. Mais ensuite je me suis répété, comme jadis, une question que je me suis composé depuis quelques temps contre les opportunistes du communisme. C'est la suivante : ce que le camarade dit là, est-ce

fait pour pousser la volonté des masses vers l'action, vers la révolution, la véritable, en Europe occidentale, oui ou non? Et ma tête et mon cœur ont dit en même temps non à votre brochure.

Alors j'ai su tout de suite, camarade Lénine, avec toute la certitude que peut avoir un homme, que vous avez tort.

Je pense recommander ce moyen aux camarades de la gauche. Camarades, dans les luttes difficiles contre les communistes opportunistes, luttes qui nous attendent dans tous les pays (ici en Hollande elles durent depuis trois années déjà) si vous voulez savoir si vous avez raison et pourquoi, posez-vous cette question.

Vous vous servez, dans votre lutte contre nous, camarade, de trois arguments seulement, qui toujours réapparaissent isolés ou mêlés les uns aux autres dans toute votre brochure.

Les voici :

1° Utilité de la propagande dans le parlement pour la conquête des ouvriers et des éléments petit-bourgeois.

2° Utilité de l'action parlementaire pour l'exploitation des « divisions » entre les partis et pour le compromis avec tels ou tels d'entre eux.

3° Exemple de la Russie, où cette propagande et ces compromis ont donné de si excellents résultats.

D'autres arguments, vous n'en avez pas. Je vais maintenant répondre à ceux-là, dans l'ordre.

Prenons le premier argument, la propagande au parlement. Cet argument est de très peu de poids. Car les ouvriers non-communistes, c'est-à-dire les social-démocrates, les chrétiens et les partisans des autres tendances bourgeoises, n'appren-

nent ordinairement rien par leurs journaux de ce que peuvent être nos interventions parlementaires. Nous les touchons seulement par nos réunions, nos brochures et nos journaux.

Nous autres, — je parle souvent au nom du K. A. P. D. — nous les influençons au contraire surtout par l'action (en temps de révolution — c'est de cela que nous parlons en ce moment). Dans toutes les villes et villages de quelque importance, ils nous voient à l'œuvre. Ils voient nos grèves, nos combats de rue, nos conseils. Ils entendent nos mots d'ordre. Ils nous voient marcher à l'avant-garde. Voilà la propagande la meilleure, décisive par excellence. Mais elle ne se fait pas au parlement.

Les ouvriers non communistes, les éléments petit-bourgeois et petit-paysans peuvent donc être aisément touchés, sans recourir à l'action parlementaire. Ici, je dois réfuter particulièrement un passage de la brochure sur la « Maladie Infantile », qui montre bien clairement jusqu'où l'opportunisme vous mène, camarade.

D'après vous, page 52, le fait que les ouvriers allemands passent en masse au parti Indépendant et non pas au parti communiste, est la conséquence de l'attitude négative des communistes vis-à-vis du parlement. Ainsi les masses ouvrières de Berlin, auraient été presque acquises à la révolution par la mort de nos camarades Liebknecht et Rosa Luxembourg, et par les grèves conscientes et les combats de rue des communistes. Il ne manquait plus qu'un discours du camarade Lévy au parlement! S'il avait seulement prononcé ce discours, les ouvriers seraient passés de notre côté et non pas dans le camp équivoque des indépen-

dants!! Non, camarade, cela n'est pas vrai, ils sont allés d'abord vers l'équivoque parce qu'ils craignaient encore la révolution, celle qui n'admet pas d'équivoque. Le passage de l'esclavage à la liberté procède avec hésitation.

Soyez prudent, camarade. Voyez où l'opportunisme vous mène déjà.

Votre premier argument est sans portée.

Et si nous considérons que la participation au parlement (pendant la révolution en Allemagne, en Angleterre et dans toute l'Europe occidentale) renforce chez les ouvriers l'idée que les chefs s'en tireront bien, et affaiblit l'idée qu'ils doivent tout faire eux-mêmes, nous voyons que cet argument, non seulement ne signifie rien de bon, mais est, au contraire, très nuisible.

Passons au second argument : l'utilité de l'action parlementaire (en période révolutionnaire) pour profiter des divisions entre les partis et passer des compromis avec tels ou tels d'entre eux.

Pour réfuter cet argument (en particulier par rapport à l'Angleterre et à l'Allemagne, mais aussi en général pour toute l'Ouest-Europe), je dois entrer un peu plus dans le détail que pour le premier. Une telle chose m'est difficile vis-à-vis de vous, camarade Lénine; il le faut pourtant. Toute cette question de l'opportunisme **révolutionnaire** (car il ne s'agit plus ici de l'opportunisme dans le réformisme mais dans la révolution) est bien pour nous, en Europe occidentale, une question de vie ou de mort. En elle-même, la réfutation est facile. Nous avons déjà cent fois répété cet argument, lorsque Troelstra, Henderson, Bernstein, Legien, Renaudel, Vandervelde, etc..., en un mot, tous les social-patriotes s'en servaient. Déjà Kautsky,

quand il était encore Kautsky, l'a réfuté. C'était l'argument capital des réformistes. Et jamais nous n'aurions pensé avoir à le combattre chez vous. Pourtant nous devons le faire. Soit!

L'avantage conféré par l'utilisation parlementaire des « divisions » est insignifiant, pour autant que sont insignifiantes, depuis des années et des dizaines d'années, ces mêmes « divisions ». Il n'y a plus que des divisions insignifiantes entre les partis de la grande bourgeoisie, non plus qu'entre eux et les partis de la petite bourgeoisie. Il en est ainsi en Allemagne et en Angleterre. Cela ne date pas de la révolution. Il en était déjà ainsi longtemps auparavant, à l'époque du développement lent. Tous les partis, y compris ceux de la petite-bourgeoisie et de la petite paysannerie se dressent depuis longtemps contre les ouvriers.

Entre eux-mêmes les différends sur la manière d'en user avec les ouvriers (**et à cause de cela sur les autres questions**) sont devenus minimes, ont même souvent disparu.

Cela est indéniable, en théorie et en pratique. Il en est ainsi en Europe occidentale, Allemagne et Angleterre.

La théorie nous apprend que le capital s'est concentré dans les banques, dans les trusts et monopoles, d'une façon formidable.

En effet, en Occident et particulièrement en Angleterre et en Allemagne, ces banques, trusts et cartels ont intégré presque tout le capital des diverses branches de l'industrie, du commerce, des transports, et même aussi en grande partie de l'agriculture. A cause de cela, toute l'industrie, petite ou grande, tout le transport, petit ou grand, tout le commerce, petit ou grand, et la majeure

partie de l'agriculture — de la grande et de la petite — sont devenus tout à fait dépendants du grand capital. Ils s'incorporent à lui.

Le camarade Lénine dit que le petit commerce, le petit transport, la petite industrie et l'agriculture sont vacillants entre le capital et les ouvriers. Cela est faux. C'était le cas en Russie, et, jadis, aussi chez nous. En Europe occidentale, en Allemagne et en Angleterre, ils dépendent maintenant si complètement du grand capital qu'ils ne vacillent plus. Le petit boutiquier, le petit industriel, le petit négociant sont tout à fait soumis à la puissance des trusts, des monopoles, des banques. Ceux-ci leur fournissent des marchandises et du crédit. Même le petit paysan dépend par sa coopérative et par les hypothèques, des trusts, des monopoles et des banques.

Camarade, cette partie de ma démonstration de la ligne de gauche est la plus importante, c'est d'elle que dépend toute la tactique pour l'Europe et l'Amérique.

Camarade, de quelles parties se composent ces couches inférieures qui se trouvent à proximité du prolétariat ? De boutiquiers, d'artisans, d'employés subalternes et de petits paysans.

Examinons-les donc en Europe occidentale. Venez avec moi, camarade, non seulement dans un grand magasin — ici la dépendance vis-à-vis du grand capital est évidente, — mais dans une modeste boutique de l'Ouest-Europe, au milieu d'un quartier de prolétaires pauvres. Regardez autour de vous. Que voyez-vous ? Toutes ou presque toutes ces marchandises, habits, aliments, outils, combustibles, etc., non seulement sont des produits de la grande industrie, mais très souvent

sont distribués par des trusts. Et il n'en est pas seulement ainsi dans les villes, mais aussi à la campagne. Les petits commerçants sont, en majorité déjà, des dépositaires du grand capital. En l'espèce, du capital financier, car c'est lui qui domine les grands fabrications, les trusts.

Regardez dans l'atelier d'un petit artisan, dans une ville ou à la campagne, peu importe. Ses matières premières, les métaux, le cuir, le bois, etc., viennent du grand capital, souvent déjà des monopoles, autrement dit par conséquent des banques. Et là où les fournisseurs de ces marchandises sont encore des petits capitalistes, ils dépendent quand même du capital financier.

Que sont les employés subalternes ? En Europe occidentale, ils sont en grande majorité les serveurs du grand capital ou de l'Etat et des municipalités qui dépendent eux-mêmes du grand capital, donc, en fin de compte déjà aussi des banques. Le pourcentage d'employés de la couche la plus voisine du prolétariat qui est placé directement sous la dépendance du grand capital est très grand pour l'ensemble de l'Ouest-Europe, énorme en Allemagne et en Angleterre, ainsi qu'aux Etats-Unis et dans les colonies anglaises.

Les intérêts de ces couches sont donc liés aux intérêts du grand capital, et par suite, des banques.

J'ai déjà parlé des paysans pauvres et nous avons vu qu'il ne sont pas pour le moment susceptibles d'être conquis par le communisme, cela en raison des arguments que j'ai déjà donnés et aussi du fait qu'ils sont, par leur outillage, leurs ventes et leurs hypothèques, sous la dépendance du grand capital.

Que s'en suit-il, camarade ? Que la société et l'Etat moderne ouest-européens (et américains) forment un grand tout structural jusque dans ses branches et ses rameaux les plus éloignés, et qui est dominé, mis en mouvement et réglé entièrement par le capital financier ; que la société est ici un corps organisé, organisé suivant le mode capitaliste, mais organisé quand même ; que le capital financier est le sang de ce corps, qui coule dans tous les membres et les nourrit ; que ce corps est une unité organique et que toutes ses parties doivent à cette unité leur extrême vitalité, de sorte que toutes lui restent attachées jusqu'à la mort réelle. Toutes excepté le prolétariat qui, lui, crée le sang, la plus-value.

A cause de cette dépendance de toutes les classes par rapport au capital financier et de la puissance formidable dont il dispose, toutes les classes sont hostiles à la révolution, et le prolétariat est seul.

Et comme le capital financier est la puissance la plus souple et la plus adaptable du monde, et sait centupler encore son influence par le crédit, il maintient en faisceau la classe, la société et l'Etat capitalistes, même encore après cette terrible guerre, après la perte de milliers de milliards, et dans une situation qui nous apparaît déjà comme sa banqueroute.

Au contraire, il n'en rassemble que plus étroitement toutes les classes autour de lui ; prolétariat excepté, et organise leur lutte commune contre le prolétariat. **Cette puissance, cette souplesse, ce soutien mutuel de toutes les classes, sont capables de subsister longtemps encore lorsque la révolution aura éclaté.**

Certainement, le capital est terriblement affaibli. La crise vient et, avec elle, la révolution. Et je crois que la révolution sera victorieuse. Mais il existe deux causes qui maintiennent encore la solidité du capitalisme : ce sont l'esclavage spirituel des masses et le capital financier.

Notre tactique doit donc prendre pour base l'importance décisive de ces deux facteurs.

Il existe encore une cause pour laquelle le capital financier organisé réalise l'union de toutes les classes de la société en face de la révolution. C'est le grand nombre de prolétaires. Toutes les classes pensent que si elles pouvaient tirer des ouvriers (qui, en Allemagne, sont plus de vingt millions) des journées de dix, douze et quatorze heures de travail, il serait encore possible de sortir de la crise. Sur ce terrain aussi elles forment un front unique.

Telle est la situation économique de l'Europe occidentale.

En Russie, le capital financier n'atteignait pas ce degré de puissance et, à cause de cela les classes bourgeoises et petites-bourgeoises n'étaient pas solidaires. Il existait des divisions entre elles. C'est pourquoi, là-bas, le prolétariat n'était pas seul.

Dans ces causes économiques réside la base des faits politiques. C'est ainsi qu'en Ouest-Europe les classes inférieures dont nous avons parlé, votent en esclaves soumis pour leurs maîtres, les partis de la grande-bourgeoisie, et adhèrent à ces partis. Les petits gens n'ont, pour ainsi dire, pas de partis à eux en Allemagne ni en Angleterre, ni en général dans l'Europe occidentale.

Les choses étaient déjà très fortement avancées

dans ce sens, avant la révolution et avant la guerre. Mais la guerre a accentué cette tendance dans une mesure formidable. Par le chauvinisme et l'union sacrée. Mais surtout par la gigantesque trustification de toutes les forces économiques. Et la révolution est venue par là-dessus, imprimer à ce développement une extrême intensité : resserrement de tous les partis grands-bourgeois et rattachement à leur politique de tous les éléments petit-bourgeois et petit-paysans. (La révolution russe n'a pas éclaté pour rien. On sait maintenant partout à quoi il faut s'attendre).

En résumé, grand-bourgeois, agrariens, classe moyenne, paysannerie moyenne, couches inférieures de la bourgeoisie et de la paysannerie, tout cela forme bloc contre les ouvriers en Europe occidentale, et surtout en Allemagne et Angleterre. Par la vertu du monopolisme, des banques, des trusts, de l'impérialisme, de la guerre et de la révolution, tous se sont mis d'accord sur ce terrain (*). Et comme la question ouvrière domine tout, ils sont, en fait d'accord sur les autres questions.

Camarade, je dois répéter ici la remarque que j'ai déjà faite à propos de la question paysanne (premier chapitre). Je sais très bien que ce n'est pas votre fait, mais celui des petits esprits dans notre parti, de n'avoir pas la force d'orienter la tactique suivant les lignes générales, de la subor-

(*) La prolétarianisation, il est vrai, a fait des progrès énormes du fait de la guerre. Mais tout (quasiment tout) ce qui n'est pas prolétarien, se cramponne d'autant plus fort au capitalisme, le défend s'il le faut les armes à la main, et combat le communisme.

donner à de petits détours particuliers, et de concentrer leur attention sur les fragments des couches en question, qui échappent encore à la domination, à l'ensorcellement du grand capital.

Je ne conteste pas qu'il existe de tels fragments, mais je dis que la vérité concrète, la tendance générale en Oueest-Europe, consiste dans l'intégration de ces couches à la sphère du grand capital. Et c'est sur cette vérité générale que doit se fonder notre tactique !

Je ne conteste pas non plus qu'il puisse encore se produire des divisions. J'affirme seulement ceci : la tendance est, et restera encore longtemps pendant la révolution, celle de l'union sacrée, et je prétends qu'il vaut mieux, pour les ouvriers en Europe occidentale, concentrer leur attention sur ce resserrement des classes, que sur leurs divisions. Car c'est à eux qu'il appartient ici en premier lieu de faire la révolution, et non pas à leurs chefs et à leurs délégués aux parlements.

Je ne dis pas non plus, quoique les petits esprits fassent de mes paroles, qu'il y ait identité entre les intérêts réels de ces classes inférieures et ceux du grand capital. Je sais bien qu'elles sont opprimées par lui. J'affirme seulement ceci : ces classes se rattachent encore plus fortement que jadis au grand capital parce qu'elles aussi voient maintenant la révolution prolétarienne se dresser devant elles comme un danger.

Pour elles, la domination du capital signifie une certaine sécurité, la possibilité d'avancer, d'améliorer leur situation, ou du moins la foi dans cette possibilité. Aujourd'hui le chaos menace tout cela, mais la révolution signifie d'abord un chaos

encore plus complet. C'est ce qui fait qu'elles se tiennent aux côtés du capital, dans sa tentative de mettre fin au chaos par tous les moyens, de relever la production, d'astreindre les ouvriers à une plus grande somme de travail et à une vie de privations patiemment supportées. Pour ces classes-là la révolution prolétarienne en Ouest-Europe est le renversement et la destruction de tout ordre, de toute sûreté de vie, si modeste qu'elle puisse être. A cause de cela, elles sont toutes du côté du capital et y resteront longtemps encore, même au cours de la révolution.

Car je dois faire remarquer une fois de plus que je parle ici de la tactique à suivre durant le début et le cours de la révolution. Je sais que tout à la fin de la révolution, quand la victoire sera proche et le capitalisme ébranlé, les classes dont je parle viendront vers nous. Seulement, nous avons à fixer notre tactique pour le début et pour le cours principal, non pour la fin de la révolution.

Donc, d'après la théorie, tout ce qui précède devait être de la sorte. D'après la théorie, ces classes devaient se tenir unies. Cela est théoriquement certain. Pratiquement, ça l'est tout autant : Voilà ce que je vais démontrer maintenant.

Depuis des années déjà, toute la bourgeoisie, tous les partis de la bourgeoisie en Europe occidentale — y compris ceux dont font partie les petits bourgeois et petits paysans — ont cessé de rien faire en faveur des ouvriers. Tous ils se sont dressés en ennemis du mouvement ouvrier, pour l'impérialisme, pour la guerre.

Depuis bien des années déjà, il n'existait plus un seul parti en Angleterre, en Allemagne, dans l'Eu-

rope occidentale, pour servir la cause ouvrière. Tous la combattent, et en toutes choses (*).

La législation du travail était abrogée, la réglementation empirait. On promulgait des lois contre la grève. On imposait des impôts toujours plus élevés.

L'impérialisme, le colonialisme, le navalisme et le militarisme étaient soutenus par tous les partis bourgeois, petits-bourgeois inclus. Les différences entre libéral et clérical, conservateur et progressiste, grand-bourgeois et petit-bourgeois disparaissaient.

Tout ce que les social-patriotes et les réformistes disaient des désaccords entre les partis, des divisions utilisables — un plat que vous, Lénine, réchauffez aujourd'hui — était déjà de la blague. C'était de la blague dans tous les pays de l'Europe occidentale. Et on l'a bien vu en juillet-août 1914.

Dès ce moment ils étaient tous d'accord. Et pratiquement, ils sont devenus encore beaucoup plus unis du fait de la révolution.

Unis **contre** la révolution et, de ce fait, au fond contre tous les ouvriers, car seule la révolution peut apporter une amélioration réelle à tous les ouvriers. **Contre** la révolution tous les partis s'accordent sans divisions. Et comme à la suite de la guerre, de la crise et de la révolution, *toutes* les questions sociales et politiques sont pratiquement liées avec celle de la révolution, ces classes sont finalement d'accord sur **toutes** les questions, et se dressent contre le prolétariat sur tous les terrains, en Europe occidentale.

(*) Je n'ai pas la place pour démontrer cela ici dans les détails. Je l'ai fait à fond dans une brochure intitulée : « Les bases du communisme ».

En un mot, pratiquement aussi, le trust, le monopole, la grande banque, l'impérialisme, la guerre, la révolution, ont soudé toutes les classes de grands et petits bourgeois et toutes les classes paysannes de l'Ouest-Europe en un bloc anti-ouvrier (*).

C'est donc une certitude, en pratique comme en théorie. Il n'y a pas à tabler, dans la révolution en Europe occidentale et surtout en Angleterre et en Allemagne, sur l'existence de « divisions » de quelque importance entre les classes en question.

Ici, je dois ajouter quelque chose de personnel. Pages 40 et 41, vous critiquez le bureau d'Amsterdam. Vous citez une thèse du bureau. Entre parenthèses, tout ce que vous en dites est inexact. Mais vous dites aussi qu'avant de condamner le parlementarisme, la Commission d'Amsterdam avait le devoir de faire une analyse des rapports de classes et des partis politiques de nature à justifier cette condamnation. — Pardon, camarade, cela n'était pas du devoir de la commission. Le fait sur lequel se base notre thèse à savoir que tous les partis bourgeois, dans le parlement et hors du parlement, sont depuis longtemps et restent les ennemis unanimes des ouvriers, qu'ils ne manifestent pas entre eux de di-

(*) Nous savons très bien cela, nous autres Hollandais. Nous avons vu disparaître ces « divisions ». Il n'existe plus chez nous de partis démocrates chrétiens ou autres. Bien que nous ne soyons que des Hollandais, nous pouvons juger de cela mieux qu'un Russe, qui malheureusement paraît apprécier l'Europe occidentale d'après la Russie. — H. G.

visions sur ce point, est déjà de longue date une chose prouvée et généralement admise par les marxistes, du moins en Ouest-Europe. Nous n'avions que faire, par conséquent, d'analyser cela.

Au contraire : c'est à vous qu'incombait la tâche, à vous qui voulez des compromis et des alliances avec des partis politiques au parlement, c'est à vous qui voulez nous mener ainsi vers l'opportunisme de prouver qu'il existe des « divisions » importantes entre ces partis politiques.

Vous voulez nous mener à des compromis en Ouest-Europe. Ce que Troelstra, Henderson, Scheidemann, Turati, etc., n'ont pas réalisé aux temps de l'évolution, vous voulez l'accomplir à l'époque de la révolution. Vous avez à prouver que cela est possible.

Vous avez à en donner non pas des preuves russes, ce qui en vérité est trop commode, mais des preuves ouest-européennes. Vous avez rempli ce devoir de la manière la plus pitoyable. Rien d'étonnant puisque vous avez presque exclusivement assimilé l'expérience de la Russie, c'est-à-dire d'un pays très arriéré, et non pas l'expérience moderne ouest-européenne.

Je ne trouve dans toute votre brochure, qui a précisément pour contenu cette question de tactique — mis à part les exemples russes auxquels je passerai bientôt — que deux exemples ouest-européens : le putsch de Kapp en Allemagne, et en Angleterre le gouvernement Lloyd George-Churchill avec l'opposition d'Asquith.

Très peu d'exemples et des plus pitoyables, vraiment, lorsqu'il s'agit de prouver qu'il existe véritablement des divisions entre les partis bour-

geois, et en particulier parmi les partis social-démocrates.

Si jamais il était besoin de prouver qu'il n'existe pas de divisions importantes entre les partis bourgeois (ici il s'agit également des partis social-démocrates), en face des ouvriers dans la révolution, le putsch de Kapp fournirait cette preuve. Les Kappistes se gardèrent bien de châtier, de tuer ou d'emprisonner les démocrates, les centristes et les social-démocrates. Et quand ceux-ci revinrent au pouvoir, ils s'abstinrent soigneusement de châtier, de tuer ou d'emprisonner les Kappistes. Mais les deux partis rivalisèrent d'ardeur à tuer les communistes.

Le communisme alors était encore trop faible, c'est pourquoi ils n'organisèrent pas une dictature **commune**. La prochaine fois, quand le communisme sera plus fort, ils organiseront une dictature commune.

C'était et c'est toujours à vous, camarade, de démontrer comment les communistes auraient dû utiliser alors les divisions (?) au parlement :

— naturellement, de façon à ce que ce soit à l'avantage des ouvriers. C'était votre devoir d'indiquer ce que les députés communistes auraient dû dire pour montrer cette division aux ouvriers et pour l'utiliser ; naturellement, de façon à ce que les partis bourgeois n'en soient pas fortifiés. Vous ne le pouvez pas, parce qu'il n'y a aucune division sérieuse entre ces partis **dans la révolution**. Or, c'est de **celà** que nous parlons. Et c'était votre devoir de démontrer que, s'il se produisait dans des cas particuliers de telles divisions, il était plus avantageux d'attirer l'attention des ouvriers

la-dessus, que de l'attirer sur la tendance générale à l'union sacrée.

C'était et c'est toujours votre tâche, camarade, avant de nous diriger, nous autres en Ouest-Europe, de montrer où sont ces « divisions » en Angleterre, en Europe occidentale.

Cela non plus, vous ne le pouvez pas. Vous parlez d'une « division » entre Churchill, Lloyd George et Asquith, que les ouvriers devraient utiliser. Ceci est tout-à-fait pitoyable. Je ne veux pas même en parler avec vous. Car chacun sait que, depuis que le prolétariat industriel a quelque puissance en Angleterre, les « divisions » de ce genre ont été et sont journellement provoquées par l'artifice des partis bourgeois et des chefs, pour tromper les ouvriers, pour les attirer d'un côté à l'autre et réciproquement, à l'infini, en les maintenant ainsi éternellement faibles et dépendants. Dans ce but, ils font entrer quelquefois même deux adversaires (?) dans le même gouvernement. Lloyd George et Churchill. Et le camarade Lénine se laisse prendre dans cette trappe presque centenaire ! Il veut persuader aux ouvriers anglais de baser leur tactique sur cette tromperie ! Au temps de la révolution !... Mais demain les Churchill, Asquith et Lloyd George s'uniront contre la révolution et alors vous, camarade, vous aurez trompé et affaibli le prolétariat anglais avec une illusion. Vous aviez le devoir, camarade, de démontrer, non pas un langage général, magnifique et brillant — comme vous le faites dans tout votre dernier chapitre (par exemple page 2), mais exactement, concrètement, par des exemples, des faits très détaillés et très clairs, quels sont au bout du compte les conflits et les

différends — non pas russes, ni insignifiants ou artificiels ... mais réels, importants, ouest-européens — Cela, vous ne le faites nulle part dans votre brochure. Aussi longtemps que vous ne nous donnerez pas ces preuves, nous ne vous croyons pas. Quand vous les donnerez, nous vous répondrons. Jusque là nous vous disons : Ce sont de pures illusions, qui ne servent qu'à tromper les ouvriers et à les mener à une tactique fausse. La vérité est, camarade, que vous mettez à tort la révolution ouest-européenne et la révolution russe sur le même plan. Et en favorisant quoi ? En oubliant qu'il existe dans les Etats modernes, c'est-à-dire ouest-européens (et nord-américains), une puissance qui est au-dessus des différentes catégories de capitalistes — propriétaires fonciers, industriels et commerçants — le capital financier. Cette puissance, qui est identique à l'impérialisme, unit en un seul bloc tous les capitalistes et avec eux les petits-bourgeois et paysans.

Cependant il vous reste encore quelque chose à répondre. Vous dites : « Il y a des divisions entre les partis ouvriers et les partis bourgeois. Et de celles-ci nous pouvons profiter. » Cela est exact.

Il faut d'abord avouer que ces différends entre social-démocrates et bourgeois étaient réduits à presque rien au cours de la guerre et de la révolution, qu'ils ont ordinairement disparu ! Cela dit, il est et reste possible qu'il en existe. Et peut-être qu'il s'en forme encore. Nous devons donc en parler. D'autant plus que vous invoquez ici le gouvernement anglais « purement » ouvrier Thomas Henderson-Clynes, etc., contre Sylvia Pankhurst en Angleterre, et le gouvernement éventuel « pu-

rement socialiste » de Ebert-Scheidemann-Noske-Hilferding-Crispien-Cohn contre le parti communiste ouvrier allemand (*).

Vous dites que votre tactique, qui met en valeur devant les prolétaires ces gouvernements ouvriers et les incite à aider à leur formation, est la tactique claire et avantageuse, tandis que la nôtre, qui s'oppose à leur formation, est la tactique nuisible.

Non, camarade ! Notre position en face de l'éventualité d'un gouvernement « purement » ouvrier, et du cas où entre les partis ouvriers et bourgeois, la fissure s'élargit en fente, est, elle aussi, très claire et avantageuse pour la révolution.

Il est possible que nous laissons subsister un tel gouvernement pendant une certaine période. Cela peut être nécessaire, constituer un progrès du mouvement. Dans ce cas, s'il ne nous est pas encore possible d'aller plus loin, nous le laisserons subsister, nous le critiquerons avec le maximum de sévérité, et nous le renverserons pour un gouvernement communiste dès que nous pourrons. Mais nous ne coopérerons pas à l'établir par l'action parlementaire et électorale, nous autres, dans l'Ouest-Europe, et en pleine révolution.

(*) Il se pose encore la question de savoir si cette étape des gouvernements « purement » ouvriers doit intervenir chez nous. Ici vous vous laissez peut-être induire de nouveau en erreur par l'exemple russe (Kérensky). Dans ce qui suit, je démontrerai que lors même que cette étape se présente, comme pendant les journées de mars en Allemagne, il n'y a quand même pas lieu de soutenir le gouvernement « purement » socialiste.

Nous ne coopérons pas à cela parce qu'en Europe occidentale, les ouvriers sont tout seuls dans la révolution. C'est pourquoi **tout**, vous entendez bien, **tout**, dépend ici **de leur volonté d'action**, et **de leur clarté de tête**. Or votre tactique, ce compromis en faveur des Scheidemann, des Henderson des Crispian, et de tels ou tels de vos propres partisans — que ce soit un indépendant anglais, un communiste opportuniste du Spartakusbund ou un membre du British Socialist Party (parti socialiste anglais) — votre tactique dans le parlement, et en dehors du parlement, n'est bonne qu'à troubler les têtes des ouvriers en leur faisant élire quelqu'un dont ils savent d'avance qu'il est un fourbe ; au lieu que notre tactique les éclaire en leur désignant l'ennemi comme ennemi. C'est pourquoi en Ouest-Europe, dans notre situation, nous adoptons cette tactique et nous repoussons la vôtre, même si nous devions, à cause de cela, passer dans l'illégalité, perdre une représentation au parlement et sacrifier une fois la possibilité d'y utiliser les « divisions » (au parlement ?!).

Votre conseil est encore un de ces conseils qui apportent l'obscurité et déterminent des illusions.

Mais alors, et les membres des partis social-démocrates ? des **Indépendants ?** du **Labour Party ?** de **l'Indépendant Labour Party ?** Ne faut-il pas tâcher de les gagner à nous ?

Et bien, les ouvriers et les adhérents petits-bourgeois de ces partis nous, la « gauche », nous entendons les gagner (en Ouest-Europe) par notre propagande, nos réunions et notre presse ; et mieux encore par notre exemple, nos mots d'ordre et notre action dans les entreprises. Ceci dans le cours de la révolution. Ceux qui ne seront pas ga-

gnés de cette manière, par notre presse, par l'action, par la révolution sont perdus d'avance, de toute façon et n'ont qu'à aller au diable.

Ces partis social-démocrates, partis indépendants, partis travaillistes et analogues d'Angleterre et d'Allemagne se composent d'ouvriers et de petits-bourgeois. Nous pouvons, le temps aidant, faire venir à nous les premiers, gagner petit à petit tous les ouvriers. Mais nous n'aurons qu'un nombre restreint de petits-bourgeois, et les petits-bourgeois, à l'inverse des petits-paysans, n'ont pas grande importance économique. Les quelques-uns qui viendront à nous, auront été conquis par notre propagande, etc... Mais le plus grand nombre, — c'est sur lui surtout que s'appuient Noske et consorts, est partie intégrante du capitalisme et se serre de **plus en plus autour de lui à mesure que la révolution avance**.

Sommes-nous coupés des partis ouvriers, des indépendants, des social-démocrates, du Labour Party, etc., avons-nous brisé le contact avec eux parce que nous ne les soutenons pas aux élections ? Au contraire, nous cherchons à établir le contact avec ces partis aussi souvent que possible. A chaque occasion nous les appelons à l'action commune : à la grève, au boycott, à l'insurrection, aux combats de rue et surtout aux conseils ouvriers, aux organisations d'entreprise. Nous les cherchons partout. Seulement plus comme avant sur le terrain parlementaire. Cela appartient, en Europe occidentale, à une époque passée. Nous les cherchons à l'atelier, dans les organisations et dans la rue. C'est là qu'on peut, aujourd'hui les joindre, c'est là que nous gagnons à nous les ouvriers. Telle est la nouvelle pratique, qui succède

à la pratique social-démocrate. C'est la pratique communiste.

Vous, camarades, vous prétendez pousser les social-démocrates, les indépendants et autres au parlement et au gouvernement, pour montrer que ce sont des fourbes. Vous voulez utiliser le parlement pour montrer qu'il n'est bon à rien.

Chacun sa manière : vous prenez les ouvriers d'une manière pleine de malice. Vous les poussez vers le nœud coulant et vous les laissez pendre. Notre manière à nous, c'est de les aider à éviter la corde. Nous le faisons parce qu'ici, cela nous est possible. Vous suivez la tactique des peuples paysans, nous celle des peuples industriels. Il n'y a là dedans ni ironie, ni moquerie. Je veux bien que cette voie ait été la bonne, chez vous. Seulement vous ne devez pas nous imposer — soit dans les petites questions, soit dans les grandes, comme celles des syndicats et du parlementarisme — d'appliquer ce qui est bon en Russie, mais désastreux ici.

Je dois enfin vous faire encore une remarque : Vous dites et vous soutenez en mainte occasion que la révolution en Europe occidentale est impossible tant que les classes inférieures proches du prolétariat n'auront pas été suffisamment ébranlées, neutralisées ou gagnées. Comme j'ai démontré maintenant qu'elles ne peuvent pas être ébranlées, neutralisées ou gagnées dans la première phase de la révolution, celle-ci serait impossible, en admettant ce que vous avancez pour exact. (Cette remarque m'a déjà été adressée de votre côté, entre autres par le camarade Zinoviev). Heureusement votre affirmation dans cette question d'une extrême importance — dans cette

alternative qui décide de la révolution — ne repose sur rien. Elle prouve seulement une fois de plus que vous voyez tout avec des yeux de l'Est-Europe. Je montrerai cela dans le dernier chapitre.

Ainsi, je crois avoir prouvé que votre deuxième argument en faveur du parlementarisme relève pour la majeure partie de la duperie opportuniste — qu'à ce point de vue aussi le parlementarisme doit être remplacé par une autre forme de lutte, dépourvue de tels inconvénients et présentant de plus grands avantages.

Car j'admets qu'en la matière votre tactique puisse avoir quelques avantages. Le gouvernement ouvrier peut apporter quelque chose de bon, et même une plus grande clarté. En régime illégal aussi, votre tactique peut être avantageuse. Nous reconnaissons cela. Mais de même que nous disions jadis aux révisionnistes et aux réformistes : « Nous mettons le développement de la conscience propre des ouvriers au-dessus de tout, même au-dessus de moindres avantages. » Nous vous disons aujourd'hui, à vous Lénine, et à vos camarades de la droite : « Nous mettons au-dessus de tout **la croissance des masses dans la volonté d'action.** » C'est à ce but, comme naguère à l'autre, que tout doit servir en Europe occidentale. Et nous allons bien voir qui a raison, la « gauche »... ou Lénine ! Je n'en doute pas un instant. Nous viendrons à bout de vous, et en même temps de Troelstra, Henderson, Renaudel et Legien.

J'arrive à présent à votre troisième argument : les exemples russes. Vous les citez à plusieurs reprises (pages 1 à 9, ils reviennent continuellement). Je les ai admirés jadis. J'ai toujours été avec vous, à partir de 1903. Même quand je ne

connaissais pas encore vos mobiles exacts — lorsque les relations étaient coupées, comme à la paix de Brest-Litovsk, je vous défendais avec vos propres arguments. Votre tactique fut certainement remarquable en ce qui concerne la Russie, et c'est par elle que les Russes ont obtenu la victoire. Mais est-ce que cela prouve quelques chose pour l'Ouest-Europe ? Rien, ou très peu de choses, à mon avis. Nous sommes d'accord en ce qui concerne les soviets, la dictature du prolétariat, comme moyens pour la révolution et l'édification. De même, votre tactique vis-à-vis de l'étranger a été — du moins jusqu'à présent — un exemple pour nous. Mais il en est autrement de votre tactique pour les pays ouest-européens. Et cela est tout naturel.

Comment la tactique en Europe orientale et en Occident pourrait-elle être la même ? La Russie est un pays pourvu d'une agriculture tout-à-fait prépondérante, d'un capitalisme industriel qui n'est qu'en partie hautement développé et reste très petit relativement à l'ensemble. Encore était-il nourri en grande partie par le capital étranger. En Ovest-Europe, surtout en Allemagne et en Angleterre, c'est précisément le contraire. Chez vous : vieilles formes du capital subsistant sur la base du capital usurier. Chez nous : prépondérance presque exclusive du capital financier hautement développé. Chez vous : résidus formidables des temps féodaux et pré-féodaux, vestiges même de l'époque des tribus et de la barbarie. Chez nous, surtout en Angleterre et en Allemagne : un ensemble, agriculture, commerce, transports, industrie, dirigé par le capitalisme le plus avancé. Chez vous : restes énormes du servage,

paysans pauvres, classe rurale moyenne paupérisée. Chez nous : relations des paysans pauvres eux-mêmes avec la production moderne, transport, technique et échanges ; classes moyennes de la ville et de la campagne, — même les plus basses couches. — en contact direct avec les grands capitalistes.

Vous avez encore des classes avec lesquelles le prolétariat montant peut se lier. L'existence seule de ces classes est déjà une aide. Et naturellement la même chose est vraie sur le terrain des partis politiques. Chez nous, rien de tout cela.

La suite naturelle de ces différences, c'est que le compromis, la pactisation dans toutes les directions telle que vous la décrivez d'une façon si saisissante, l'utilisation des divisions jusqu'entre libéraux et agrariens, avaient leur valeur chez vous. Chez nous, ces manœuvres sont impossibles. De là la différence dans la tactique à l'Est et à l'Ouest. Notre tactique s'adapte à nos conditions. Elle est aussi bonne ici que la vôtre là-bas.

Je trouve vos exemples russes surtout aux pages 12, 13, 26, 37, 40, 51 et 52. Quelle que soit la signification de ces exemples pour la question syndicale russe (page 27), ils n'en ont aucune pour la même question en Ovest-Europe, parce qu'ici le prolétariat a besoin d'armes beaucoup plus fortes. En ce qui concerne le parlementarisme, vos exemples — ou bien sont tirés d'une époque où la révolution n'était pas là (par exemple pages 16, 26, 41, 51) et ceux-ci n'ont pas d'importance pour la question que nous traitons ici — ou bien ils sont tellement différents de notre situation, étant donné que vous pouviez vous servir des partis petit-paysans et petit-bourgeois,

qu'ils ne peuvent nullement trouver ici leur application (pages 12, 37, 40, 41, 51).

Il me semble, camarade, que la fausseté totale de votre jugement — que celle de votre livre, que celle de la tactique que mène l'Exécutif de Moscou, en accord avec vous — résultent seulement de ce que vous ne connaissez pas suffisamment notre situation, ou, pour mieux dire, que vous ne tirez pas les conclusions justes de vos connaissances, et que vous les jugez trop du point de vue russe.

Mais il faut en conclure, et cela doit être répété ici avec toute la netteté possible — car le salut ou le malheur du prolétariat occidental, du prolétariat mondial et de la révolution mondiale en dépend — **que ni vous, ni l'exécutif de Moscou n'êtes en état de mener la révolution ouest-européenne et, par conséquent la révolution mondiale, si vous persistez dans cette tactique.**

Vous demandez : ne pouvez-vous donc pas même former une fraction parlementaire, vous qui voulez transformer le monde ?

Nous répondons : Ce livre, votre livre, est déjà une preuve que celui qui s'attache à une pareille chose, mène aussitôt le mouvement ouvrier sur une voie fautive, qu'il le mène à sa perte.

Votre livre fait croire aux ouvriers de l'Europe occidentale des fantasmagories, des choses impossibles : il leur fait croire aux compromis avec les bourgeois dans la révolution.

Il leur présente quelque chose qui n'existe pas : les divisions des bourgeois occidentaux dans la révolution. Il leur fait croire qu'un compromis avec les social-patriotes et les éléments hésitants (?) du parlement peut apporter quelque

chose de bon, alors qu'il n'apporte à peu près que des désastres.

Votre livre ramène le prolétariat ouest-européen dans le marais, dont, avec la plus grande peine, sans être vraiment sorti, il commence tout de même à sortir.

Il nous ramène dans le marais où Scheidemann, Renaudel, Kautsky, Macdonald, Longuet, Vandervelde, Branting et Troelstra nous avait conduits. (Cela ne peut que faire éclater chez eux une grande joie, comme aussi chez les bourgeois qui y comprendront quelque chose). **Un tel livre est pour le prolétariat communiste révolutionnaire ce que le livre de Bernstein fut pour le prolétariat pré-révolutionnaire. C'est votre premier livre qui ne soit pas bon ; mais pour l'Europe occidentale, il n'en peut exister de pire.**

Nous, les camarades de la « gauche », nous avons à nous resserrer fortement, à reprendre tout par la base et à exercer la critique la plus sévère contre tous ceux qui, dans la III^e Internationale, ne montrent pas le bon chemin.

Si je tire maintenant la conclusion de toutes ces explications sur le parlementarisme, elle doit se formuler ainsi : vos trois arguments pour le parlementarisme ne signifient que peu de chose ou sont totalement faux. Sur ce point comme dans la question syndicale, votre tactique est néfaste pour le prolétariat.

L'OPPORTUNISME DANS LA TROISIEME INTERNATIONALE

La question de l'opportunisme dans nos propres rangs est d'une si grande importance que je veux en parler encore plus en détail.

Camarade, du fait de la création de la troisième Internationale, l'opportunisme n'a pas été tué ; pas même chez nous. C'est ce que nous constatons déjà dans tous les partis communistes, dans tous les pays. En effet, il y aurait là un miracle et une contradiction à toutes les lois de l'évolution, si ce dont est morte la deuxième Internationale ne lui survivait pas dans la troisième !

Au contraire : de même que la lutte entre la social-démocratie et l'anarchisme fut la base profonde de la deuxième Internationale, la lutte entre l'opportunisme et le marxisme révolutionnaire sera celle de la troisième.

Aussi verrons-nous de nouveau dès maintenant des communistes aller au parlement pour devenir des chefs, et soutenir les syndicats et les partis travaillistes pour avoir des voix aux élections. Au lieu que les partis soient faits pour le communisme, le communisme sera fait pour les partis. L'usage s'établira à nouveau de mauvais compromis parlementaires avec les social-patriotes et les bourgeois, étant donné que la révolution en Europe occidentale sera une révolution lente. La liberté de parole sera supprimée et de bons communistes seront exclus. Bref, les pratiques de la deuxième Internationale revivront.

Contre cela, la « gauche » doit se dresser et être prête à lutter comme elle l'a déjà fait dans la deuxième Internationale. Elle doit être soutenue dans cette tâche par tous les marxistes et révolutionnaires, même si ceux-ci estiment qu'elle a tort sur des points particuliers. Car l'opportunisme est notre plus dangereux ennemi. Non seulement à l'extérieur, comme vous le dites (p. 13), **mais dans nos rangs.**

Lorsque l'opportunisme s'introduit de nouveau avec ses suites désastreuses pour la conscience et la force du prolétariat, c'est là un danger mille fois pire que lorsque la gauche se montre trop radicale. La gauche, même quand elle va trop loin pour une fois, reste toujours révolutionnaire. Elle peut changer sa tactique en constatant que cette tactique n'est pas juste. La droite opportuniste est vouée à devenir **de plus en plus opportuniste**, à s'enfoncer de plus en plus dans le mauvais, et à causer toujours davantage la perte des ouvriers. Nous n'avons pas appris cela pour rien au cours d'une lutte de vingt-cinq ans.

L'opportunisme est la perte du mouvement ouvrier, la mort de la révolution. C'est à cause de l'opportunisme qu'est survenu tout le mal : le réformisme, la guerre, la défaite et la mort de la révolution en Hongrie et en Allemagne. L'opportunisme est la cause de notre anéantissement. Et il est présent dans la troisième Internationale...

Pourquoi employer beaucoup de paroles ? Regardez autour de vous, camarade. Hélas, regardez en vous-même. Regardez dans le comité exécutif ! Regardez dans tous les pays de l'Europe !

Lisez le journal du parti socialiste anglais (British Socialist Party), qui est maintenant le

journal du parti communiste. Lisez dix, vingt numéros de ce journal. Voyez cette critique débile des syndicats, du Labour-Party, des membres du parlement — et comparez avec un journal de la « gauche ». Comparez le journal de l'organisation qui adhère au Labour-Party, avec celui des adversaires du Labour-Party, et vous constaterez que l'opportunisme envahit par grandes masses la troisième Internationale. Tout cela ne sert qu'à acquérir de nouveau de la puissance au parlement (grâce au soutien des ouvriers contre-révolutionnaires) ...c'est-à-dire de la puissance à la manière de la deuxième Internationale ! Songez aussi que le parti socialiste indépendant d'Allemagne viendra bientôt frapper à la porte de la troisième Internationale, et bientôt aussi d'autres partis du centre, aussi nombreux que lui ! Croyez-vous que si vous forcez ces partis à exclure Kautsky, etc..., chacun de ces traîtres ne sera pas remplacé par des masses de traîtres semblables, chaque opportuniste expulsé, par dix mille opportunistes ? Toutes ces mesures d'exclusion sont enfantines. Une masse innombrable d'opportunistes s'approche (*). Que sera-ce après que vous leur aurez tendu cette brochure, votre brochure ?

Regardez du côté du parti communiste hollandais, vers ceux qu'on appelait, dans le temps, les Bolchéviks de l'Ouest-Europe. Vous pourrez lire dans une brochure sur le parti hollandais comment il est complètement corrompu déjà par l'opportunisme social-démocrate.

(*) En une seule journée (au Congrès de Halle) il y a eu une armée de 500.000 nouveaux adhérents, embrigadés par des chefs dont vous avez dit vous-même récemment : « Ils sont pires que des Scheidemann. »

Pendant la guerre, après la guerre et récemment encore, il s'est abandonné à l'Entente. Lui qui était si clair autrefois, est devenu un exemple d'équivoque et de tromperie.

Mais regardez donc en Allemagne, camarade, dans le pays où la révolution a éclaté ! Là habite et croît l'opportunisme. Nous avons appris avec étonnement comment vous avez soutenu l'attitude du parti communiste allemand (K. P. D.) pendant les journées de mars. Heureusement nous avons compris, d'après votre brochure, que vous ne connaissiez pas le cours des événements. Vous avez bien admis l'attitude de la centrale du K. P. D., qui offrait une opposition loyale à Ebert, Scheidemann, Hilferding et Crispin, mais vous ne saviez évidemment pas encore, quand vous avez écrit la brochure, qu'au moment même où cela se produisait, Ebert rassemblait des troupes contre le prolétariat allemand, qu'à ce moment la grève des masses était encore générale dans de grandes parties de l'Allemagne, que, dans leur grande majorité, les masses communistes étaient prêtes à mener la révolution, sinon à la victoire immédiate (qui était peut-être impossible), du moins à un accroissement de sa puissance.

Mais pendant que les masses poursuivaient la révolution par des grèves et par l'insurrection armée (rien n'a jamais été plus formidable et plus chargé d'espoir que l'insurrection dans la Ruhr et la grève générale), les chefs offraient des compromis parlementaires ! Ainsi, ils soutenaient Ebert contre la révolution dans la Ruhr. Et s'il y a jamais eu un exemple montrant combien l'usage du parlementarisme pendant la révolution est une chose **maudite** en Europe occidentale,

c'est bien celui-là. Voyez-vous, camarade : l'opportunisme parlementaire, le compromis avec les social-patriotes et les indépendants, voilà ce que nous ne voulons pas, et voilà ce que vous mettez en route !

Hélas, camarade, que sont devenus, **maintenant déjà**, les conseils d'entreprise en Allemagne ? Vous et l'exécutif de la troisième Internationale avez conseillé aux communistes d'entrer avec toutes les autres tendances dans les syndicats afin d'en obtenir la direction grâce à votre influence dans les conseils d'usines. Et que s'est-il produit ? Le contraire.

La centrale des conseils d'entreprise est devenue déjà à peu de chose près un instrument des syndicats. Le syndicat est une pieuvre qui étouffe toute chose vivante qui vient à sa portée.

Camarade, lisez et renseignez-vous par vous-même sur tout ce qui arrive en Allemagne et en Ouest-Europe. J'ai tout espoir que vous viendrez de notre côté, et même que l'expérience amènera la troisième Internationale à notre tactique.

Dans le cas contraire, alors que l'opportunisme va si vite en Allemagne, de quel train n'ira-t-il pas en France et en Angleterre ?

Voyez-vous, camarade, tels sont les chefs dont nous ne voulons pas. Telle est l'unité de masses et de chefs dont nous ne voulons pas. Telle est la discipline de fer, l'obéissance militaire, la servitude de cadavre dont nous ne voulons pas.

Qu'un mot soit dit ici au comité exécutif et particulièrement à Radek. Le comité exécutif a eu le culot d'exiger du K. A. P. D. (Parti communiste ouvrier allemand) l'exclusion de Wolf-

heim et de Laufenberg, au lieu de le laisser lui-même juge de la question. Il a reçu le K. A. P. D. avec des menaces, et les partis du centre, comme le parti socialiste indépendant (U. S. P. D.), avec des flatteries. Il n'a jamais exigé du parti italien de jeter dehors ses social-patriotes. Il n'a jamais exigé du parti allemand de jeter à la porte la centrale qui, par ses tractations s'est rendue solidaire de la fusillade des communistes dans la Ruhr. Il n'a pas exigé du parti hollandais d'expulser Wynkoop et Van Ravestyn, qui ont offert des bateaux à l'Entente pendant la guerre... (Non pas que je réclame l'exclusion de ces camarades ! je pense que d'honnêtes camarades se sont trompés seulement en raison des terribles difficultés que présente le commencement et le développement de la révolution ouest-européenne. Nous, comme tout le monde, nous commettons beaucoup de grandes fautes). D'ailleurs ces exclusions ne serviraient à rien, au point où en est cette Internationale.

Je fais remarquer cela simplement pour montrer encore par un autre exemple à quel point l'opportunisme fait rage déjà dans nos propres rangs. Car la centrale de Moscou n'a commis cette injustice vis-à-vis du K. A. P. D. que parce qu'elle ne voulait pas, vu sa tactique mondiale opportuniste, des vrais révolutionnaires, mais se tournait au contraire vers les indépendants et autres opportunistes. Elle a joué intentionnellement cette carte de Wolfheim et de Laufenberg contre le K. A. P. D., bien que le K. A. P. D. fut en désaccord avec la tactique « national-bolchéviste » de ces deux leaders, et seulement pour les mobiles opportunistes les plus misérables. Il s'agit pour

elle de rassembler aussi bien les syndicats que les partis politiques pour avoir des masses avant tout, qu'elles soient communistes ou non.

Deux autres actions de la troisième Internationale montrent également avec clarté dans quel sens elle se dirige. La première est la destitution du bureau d'Amsterdam, le **seul** groupe de marxistes et théoriciens révolutionnaires en Ouest-Europe, qui n'ait jamais vacillé. La deuxième est le traitement infligé au K. A. P. D., le **seul** parti en Europe occidentale qui, comme organisation, comme tout, à partir de sa création jusqu'à présent, ait toujours mené la révolution dans le sens où elle doit être menée. Pendant que les partis du centre, les indépendants, les centristes français et anglais, traîtres éternels à la révolution, ont été amadoués par tous les moyens, le K. A. P. D., le parti vraiment révolutionnaire, a été traité en ennemi. Ce sont là de mauvais signes, camarade.

En résumé : la deuxième Internationale opportuniste se survit ou revit **parmi nous**. Et l'opportunisme mène au néant. Parce qu'il y mène, parce qu'il existe parmi nous, fort, très fort, plus fort que je ne l'avais jamais imaginé, la « gauche » doit être là. Même si les autres bonnes raisons pour son existence n'étaient pas valables, elle devrait être là comme opposition, comme contre-poids à l'opportunisme.

V.

CONCLUSION

Il me reste à dire quelque chose à propos de votre dernier chapitre « Conclusions finales », le plus important peut-être de votre livre. Je l'ai lu de nouveau, me reportant avec enthousiasme à la révolution russe. Mais à chaque pas et sans cesse de nouveau, j'ai dû me répéter : Cette tactique, si brillante en Russie, ne vaut rien ici ; elle mène à la défaite.

Vous nous expliquez là, camarade (page 68 à 74) qu'à un stade donné du développement, il nous faut gagner les masses par millions et par dizaines de millions. Alors, la propagande pour le communisme « pur » qui a groupé et éduqué l'avant-garde devient insuffisante. Désormais, il s'agit... — et voici qu'à cet endroit réapparaissent vos méthodes opportunistes déjà combattues plus haut : l'utilisation des « divisions », des éléments petit-bourgeois, etc...

Camarade, ce chapitre aussi est faux dans son entier. Vous raisonnez comme Russe, non comme communiste international connaissant le vrai capitalisme, le capitalisme occidental.

Presque chaque mot de ce chapitre, admirable pour la connaissance de votre révolution, tombe à faux lorsqu'il s'agit du capitalisme hautement industrialisé, du capitalisme des trusts et des monopoles. C'est ce que je veux démontrer à présent. D'abord dans les petites choses.

Vous écrivez au sujet d'un communisme en Ouest-Europe : « L'avant-garde du prolétariat occidental est déjà gagnée » (page 70). Voilà qui

est faux, camarade! « Le temps de la propagande est révolu » page 69). C'est une contre-vérité! « L'élite prolétarienne est acquise à nos idées ». Erreur complète, camarade, et qui a même nature et même origine que ceci, lu récemment chez Boukharine : « Le capitalisme anglais a fait banqueroute ». J'ai trouvé aussi chez Radek de pareilles phantasmes qui ressortissent de l'astrologie bien plus que de l'astronomie. Rien de tout cela n'est vrai. Sauf en Allemagne, il n'existe nulle part une avant-garde véritable. Il n'en existe en tout cas, ni en Angleterre, ni en France, ni en Belgique, ni en Hollande, ni — si j'en crois mes informations — dans la plupart des pays scandinaves. Il n'existe que quelques éclaireurs encore en désaccord sur la voie à suivre. C'est une illusion fatale que de croire : « Le temps de la propagande est passé ».

Non, camarade, ce temps-là commence à peine pour l'Europe occidentale. Nous manquons partout d'un noyau solide.

Or ce qu'il nous faut absolument ici, c'est justement un noyau aussi résistant que l'acier, aussi pur que le cristal. Et c'est par là qu'il faut commencer, c'est là-dessus qu'il faut bâtir une grande organisation. Nous en sommes ici à ce point de vue au même stade que vous autres en 1903, et même un peu auparavant, dans la période de l'Iskra. Camarade, la situation, les conditions objectives sont beaucoup plus mûres que notre mouvement lui-même, mais raison de plus pour ne pas nous laisser entraîner sans assurer l'indispensable.

Si nous autres en Ouest-Europe, partis communistes d'Angleterre, de France, de Belgique, de Hollande, des Pays Scandinaves, de l'Italie, etc.,

et même parti communiste-ouvrier d'Allemagne, nous avons le devoir de nous renfermer pour un temps encore dans le petit nombre, ce n'est pas parce que nous éprouvons pour cette situation une prédilection particulière, mais parce que nous devons en passer par là pour devenir forts.

Une secte, alors? dira le Comité Exécutif... — Parfaitement, une secte, si vous entendez par là le noyau initial d'un mouvement qui prétend à la conquête du monde!

Camarade, votre mouvement des Bolcheviks a été aussi jadis une petite chose de rien du tout. Et du fait qu'il était petit, qu'il était restreint et voulait l'être, il s'est gardé pur pendant un temps assez long. C'est à cette condition, à cette seule condition qu'il est devenu puissant. C'est ce que nous voulons faire aussi.

Nous touchons là à une question extrêmement importante, d'où dépend non seulement la révolution ouest-européenne, mais aussi la révolution russe. Soyez prudent, camarade! Vous savez que Napoléon, lorsqu'il a tenté de répandre le capitalisme moderne sur l'Europe s'est finalement cassé le nez et a fait place à la réaction — lorsqu'il en est arrivé au point où non seulement il avait à faire à trop de moyen-âge, mais surtout à trop peu de capitalisme encore.

Ainsi vos affirmations secondaires citées plus haut sont fausses. J'en viens maintenant aux capitales, à ce qui est plus important que tout; d'après vous le moment maintenant est venu, laissant la propagande pour le communisme « pur », de marcher à la conquête des masses par la tactique opportuniste que vous décrivez. Camarade, même si vous aviez raison dans les affirmations secondai-

res et que les partis communistes fussent vraiment parvenus ici à une force suffisante, il n'en resterait pas moins vrai que cette dernière prétention est fautive depuis A jusqu'à Z.

La propagande purement communiste, pour un communisme renouvelé, est ici chose indispensable — comme je l'ai déjà souvent répété — depuis le début jusqu'à la fin de la Révolution. En Europe occidentale ce sont **les ouvriers**, les ouvriers **seuls** qui doivent introduire le communisme. Ils n'ont rien à attendre (rien d'important) d'aucune autre classe jusqu'à la fin de la révolution.

Vous dites (page 72) : Le moment de la révolution est arrivé quand l'avant-garde est conquise et lorsque les conditions suivantes sont remplies : 1° Que toutes les forces de classe qui nous sont hostiles sont suffisamment prises dans la débacle, entraînées dans des querelles intestines, et affaiblies dans une lutte qui dépasse leurs forces. 2° Que tous les éléments intermédiaires, vacillants, incertains, c'est-à-dire la petite-bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise etc., se sont suffisamment démasquées devant le peuple, se sont assez mises à nu par leur propre banqueroute.

Eh mais, camarade, ceci est russe ! Dans le délabrement du corps d'état russe, telles étaient les conditions de la révolution. Mais dans les états modernes du grand-capitalisme véritable, les conditions seront radicalement différentes. En face du communisme, les partis grand-bourgeois feront bloc, loin de tomber en désaccord, et la démocratie petite-bourgeoise se mettra à leur remorque.

Il n'en sera pas ainsi d'une manière absolue, mais assez généralement pour que cela détermine notre tactique.

Nous devons nous attendre en Oest-Europe à une révolution, qui sera des deux côtés une lutte fermement résolue, et particulièrement bien organisée du côté bourgeois et petit-bourgeois. Cela m'est démontré par la pesanteur des formidables organisations où sont embrigadés le capitalisme **et les ouvriers**.

Et cela prouve que nous aussi, de notre côté, nous devons recourir aux meilleures armes, aux meilleures formes d'organisation, aux moyens de lutte les meilleurs et les plus forts — non pas aux plus insinuants !

C'est ici, non en Russie, qu'aura lieu le véritable duel entre le Capital et le Travail. Parce que c'est ici que se trouve le véritable capital.

Camarade, si vous pensez que j'exagère (sans doute par manie de clarté théorique), regardez donc vers l'Allemagne. Là se trouve un état totalement voué à la banqueroute, privé de tout espoir. Mais en même temps toutes les classes, grands et petits bourgeois, paysans riches et pauvres, tiennent bon toutes ensemble contre le communisme. Il en sera de même chez nous de tout part.

Certes, tout à la fin du développement de la révolution, quand la crise sévira de la manière la plus terrible, quand nous seront tout près de la victoire, alors peut-être se brisera l'unité des classes bourgeoises et nous verrons quelques fractions de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie se diriger vers nous. Mais à quoi bon envisager cela maintenant. **Et comme on peut vaincre seulement ainsi, la propagande du communisme « pur », à l'inverse de ce qui est vrai pour la Russie, est ici nécessaire jusqu'à la fin.**

Faute de cette propagande, où va le prolétariat

ouest-européen, et par conséquent aussi le prolétariat russe? A sa perte.

Celui donc qui veut ici, en Ouest-Europe, ainsi que vous faites, réaliser des compromis, des alliances avec les éléments bourgeois et petit-bourgeois, celui — en un mot, qui veut l'opportunisme, ici, en Ouest-Europe — celui-là poursuit des illusions au lieu de réalités, celui-là trompe le prolétariat, celui-là (je me sers du même mot que vous avez employé contre la Commission d'Amsterdam) est en cela **un traître** au prolétariat.

Et la même chose vaut pour tout l'Exécutif de Moscou.

En écrivant ces dernières pages, je reçois la nouvelle que l'Internationale vient d'adopter votre tactique et celle de l'Exécutif. Les délégués ouest-européens se sont laissés aveugler par l'éclat de la révolution russe. Eh bien, nous aurons donc à assumer aussi la lutte dans la Troisième Internationale.

Camarades, nous autres, c'est-à-dire vos vieux amis Pannekoek, Roland-Holst, Rutgers et moi — et vous n'en sauriez avoir de plus sincères — nous nous sommes demandés, quand nous avons pris connaissance de votre tactique ouest-européenne, ce qui pouvait bien l'avoir déterminée. Il y a eu des opinions très différentes. L'un disait : l'état économique de la Russie est si mauvais, qu'il lui faut avant tout la paix. A cause de cela le camarade Lénine veut rassembler en Europe une puissance aussi grande que possible : Indépendants, Labour Party, etc..., pour l'aider à avoir la paix. Un autre disait : il veut accélérer la révolution générale européenne. Il lui faut tout de suite la parti-

icipation de millions d'hommes. D'où son opportunisme.

Quant à moi, je crois, comme je l'ai dit alors, que vous méconnaissiez la situation européenne.

Quoi qu'il en soit, et quels que soient les raisons qui vous ont mené à l'adopter, vous irez à la plus terrible des défaites, et vous menerez le prolétariat à la plus terrible des défaites **si vous ne laissez pas tomber cette tactique-là.**

Car si ce que vous voulez, c'est sauver la Russie et la révolution russe, en même temps avec cette tactique vous rassemblez les éléments non-communistes. Vous les fondez avec nous, les vrais communistes, alors que nous n'avons pas même un noyau solide. Et c'est avec ce bric-à-brac de syndicats momifiés, joints à une masse de demi-communistes et de communistes à 20, à 10 et à 0 pour cent, dans laquelle nous n'avons pas même un bon noyau, que vous prétendez combattre contre le capital le plus hautement organisé du monde, à qui sont alliées toutes les classes non-prolétaires? Il va de soi que dès qu'on en vient aux coups, le bric-à-brac dégringole et que la grande masse flanche.

Comprenez, camarade, qu'une défaite foudroyante du prolétariat allemand, par exemple, est le signal d'une attaque générale contre la Russie.

Si votre but est de faire **ici** la révolution, je vous préviens qu'avec cette bouillie de Labour Party et d'Indépendants, de centre français, de parti italien, etc... — et avec les syndicats — l'issue ne sera pas différente.

Les gouvernements n'auront même pas peur une fois d'un tel ramassis opportuniste.

Au contraire, si vous constituez des groupe-

ments radicalement communistes, solides intérieurement, solides même dans leur petit nombre, ces groupes-là feront peur aux gouvernements, car eux seuls sont capables dans la révolution d'entraîner les masses à de grandes actions; ainsi l'a démontré la Ligue Spartacus à ses débuts. Ces partis-là obligeront les gouvernements de laisser tranquille la Russie, et à la fin, quand ils se seront formidablement accrus de la manière « pure », la victoire viendra. Cette tactique, notre tactique « gauchiste » est pour la Russie comme pour nous non pas seulement la meilleure, mais la **seule** voie de salut.

Quant à votre tactique, elle est russe. Elle était excellente dans un pays où une armée de millions de paysans pauvres était prête à vous suivre et où la classe moyenne déchue ne faisait que vaciller d'un côté à l'autre. Ici, elle ne vaut rien.

Ici, je dois en finir avec votre affirmation, et celle de beaucoup de vos camarades de lutte, affirmation dont j'ai déjà parlé dans le chapitre 3, et suivant laquelle la Révolution occidentale ne peut commencer qu'après que les couches inférieures, démocratiques, du capitalisme auront été suffisamment ébranlées, neutralisées ou gagnées.

Cette affirmation dans une question de la plus haute importance pour la révolution prouve une fois de plus que vous voyez tout seulement du point de vue est-européen. Et ce point de vue est faux.

En effet, le prolétariat en Allemagne et en Angleterre dispose d'un tel potentiel numérique et organisatoire qu'il peut poursuivre la révolution, dans son début et dans son développement, même sans ces classes et contre elles. C'est ce qu'il doit

faire lorsqu'il est tombé au degré de souffrance qui est le sien en Allemagne. Et il le fera, **si seulement il trouve le chemin de la bonne tactique**, si seulement il base ses organisations sur les entreprises, et si seulement il rejète le parlementarisme. Si seulement il réalise de cette façon la puissance des ouvriers...

Nous, les « gauchistes », nous avons élu cette tactique, non seulement pour toutes les raisons qui précèdent mais surtout aussi parce que le prolétariat occidental — allemand et anglais en particulier — seul, concentré sur lui-même, quand il s'élève à la conscience, à l'unité, réalise une telle force, une puissance si formidable, que par cette voie **simple** sa victoire est possible. Le prolétariat russe, lui, a dû suivre des détours, parce qu'il était trop faible à lui seul, et il les suivit d'une façon si brillante, qu'elle a éclipsé tout ce que le prolétariat mondial avait pu faire jusque là. Mais le prolétariat ouest-européen peut vaincre par la route **droite et claire**.

Ainsi se trouve réfutée cette importante affirmation de vous et de vos compagnons de lutte.

Il reste maintenant à réfuter un argument que j'ai souvent trouvé sous la plume des communistes « droitiers » que j'ai recueilli de la bouche du chef syndical russe Losovsky, et qu'on trouve également chez vous : « La crise poussera les masses au communisme, même dans le cadre des mauvais syndicats et du parlementarisme ». Quelle ampleur aura la crise qui vient? Atteindra-t-elle en Angleterre et en France la même profondeur qu'aujourd'hui en Allemagne? Deuxièmement, cet argument (l'argument « mécaniste » de la deuxième internationale) a démontré sa faiblesse dans les six der-

nières années de la guerre. La misère en Allemagne était terrible dans les dernières années de la guerre. La révolution n'est pas venue. Elle fut plus terrible encore dans les années 1918 et 1919. La révolution n'a pas vaincu. La crise a été et reste terrible en Hongrie, Autriche, Balkans, Pologne. La révolution n'est pas venue ou n'a pas vaincu, même avec la proximité des armées russes. Enfin en troisième lieu l'argument se retourne contre vous-même, car si la crise signifie déjà la révolution, pourquoi ne pas tout de suite choisir la meilleure tactique, la tactique de gauche?

Mais l'exemple de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Bavière, de l'Autriche, de la Pologne et des Pays Balkaniques nous enseignent que la crise et la misère ne suffisent pas. La plus épouvantable crise économique est là, — et pourtant la révolution ne vient pas. Il doit y avoir encore un autre facteur qui amène la révolution à l'existence, et qui, s'il fait défaut, la laisse avorter ou échouer. **Ce facteur, c'est l'esprit de la masse.** Et c'est votre tactique, camarade, qui ne réveille pas suffisamment l'esprit de masse à l'existence, en Europe occidentale, qui ne le fortifie pas assez, qui le laisse dans l'état où il était. Au cours de cet écrit, j'ai démontré que le capital financier, le Trust, le Monopole, et l'état du type ouest-européen (et américain) qu'ils ont formé et qu'ils tiennent en dépendance, sont le lien unificateur de toutes les classes grand et petit-bourgeoises contre la révolution. Mais cette force ne se contentera pas d'unir la société et l'état contre la révolution. Le capital financier a introduit dans la classe ouvrière, au cours de la période écoulée, de la période d'évolution, son dressage, son unification et son organisation contre-

révolutionnaires. Et comment? Par les syndicats (qu'ils soient réformistes ou « syndicalistes »), et par les partis social-démocrates. En les obligeant à lutter seulement pour des améliorations, le capital a fait des syndicats et des partis ouvriers des puissances de conservation sociale, des soutiens de l'état, des forces contre-révolutionnaires. Syndicats et partis ouvriers, par la vertu du grand capitalisme, sont devenus des soutiens du capital. A part cela, ils sont composés d'ouvriers, presque de la majorité de la classe ouvrière, et comme la révolution ne peut pas être faite sans ces ouvriers, de telles organisations doivent d'abord être démolies pour que la révolution puisse réussir. Or comment les démolit-on? En révolutionnant leur esprit. Et comment cela est-il possible? En libérant au maximum l'esprit des membres et en lui rendant son indépendance, ce qui ne peut se faire qu'en supprimant les syndicats pour les organisations d'usines et les unions ouvrières, et en mettant fin au parlementarisme dans les partis ouvriers. Et cela, c'est justement ce que votre tactique empêche...

Certes : le capitalisme allemand, français, italien est en banqueroute. Ou plus exactement : c'est l'Etat capitaliste qui est en banqueroute. Les capitalistes tiennent bon, leur organisation économique et politique se renforce, et leurs profits, dividendes et nouveaux investissements sont même énormes. Mais ceci se produit seulement à travers l'augmentation de la circulation de papier émis par l'Etat. Si l'Etat allemand, français, italien tombe, alors s'effondrent aussi les capitalistes.

La crise s'approche avec sa nécessité de fer. Si les prix montent, avec eux montent les vagues de

grève; s'ils tombent, l'armée des chômeurs augmente. La misère s'accroît en Europe et la faim est en marche. Par-dessus le marché le monde est bourré de matières explosives nouvelles. Le conflit, la nouvelle révolution approchent. Mais quelle en sera l'issue? Le capitalisme est encore puissant. L'Allemagne, l'Italie, la France, l'Est-Europe, cela ne fait pas encore le monde. Et le capitalisme pour longtemps encore en Ouest-Europe, en Amérique du Nord, dans les Dominions britanniques, réalisera l'union de toutes les classes contre le prolétariat. La fin dépend donc dans une très large mesure de notre tactique et de notre organisation. Et votre tactique n'est pas juste.

Il n'y a ici en Ouest-Europe qu'une seule tactique : celle de la « gauche » qui dit la vérité au prolétariat et ne fait pas miroiter des illusions devant lui. Celle qui, même si cela doit durer un long temps, saura lui forger les armes les plus fortes, ou plutôt les seules armes valables : les organisations d'usines (et leur réunion en un tout organisé), et les noyaux — d'abord restreints, mais toujours purs et solides — des partis communistes. Celle qui saura, le moment venu, étendre ces deux organisations sur le prolétariat tout entier.

Il doit en être de la sorte, non parce que nous le voulons ainsi, nous, les « gauches », mais parce que les conditions de production, les rapports de classe l'exigent.

**
*

Arrivé à la fin de mes explications, je veux les condenser en quelques formules d'ensemble, en quelques raccourcis capables d'être saisis d'un

seul regard, afin que les ouvriers voient tout on ne peut plus clairement par eux-mêmes.

On peut tirer, je crois, un tableau clair des raisons de notre tactique et de cette tactique elle-même : Le capital financier domine le monde occidental. Il maintient idéologiquement et matériellement un prolétariat gigantesque dans l'esclavage le plus profond, et réalise l'union de toutes les classes grand et petit-bourgeoises. De là découle la nécessité pour ces masses géantes, de s'élever à l'activité propre. Ceci n'est possible qu'à travers les organisations d'usine et la suppression du parlementarisme — et dans la révolution.

En deuxième lieu, je vais confronter ici en quelques phrases, la tactique de la « gauche » et celle de la Troisième Internationale, afin que la différence entre l'une et l'autre ressorte avec une absolue clarté, et pour que les ouvriers ne perdent pas courage si votre tactique — comme il n'est que trop probable — les conduit aux pires défaites, mais qu'ils voient qu'il en existe encore une autre.

La Troisième Internationale croit que la révolution occidentale ira tout-à-fait d'après les lois et la tactique de la révolution russe.

La « gauche » croit que la révolution ouest-européenne produira et suivra ses propres lois.

La Troisième Internationale croit que la révolution ouest-européenne pourra conclure des compromis et des alliances avec des partis petit-paysans, petit-bourgeois, et même grand-bourgeois.

La « gauche » croit que c'est impossible.

La Troisième Internationale croit qu'il y aura en Ouest-Europe pendant la révolution des « divi-

sions » et des scissions entre les bourgeois, petit-bourgeois et petits-paysan.

La « gauche » croit que les bourgeois et petit-bourgeois formeront un front unique, à peu près jusqu'à la fin de la révolution.

La Troisième Internationale sous-estime la puissance du capital ouest-européen et nord-américain.

La « gauche » prend cette grande puissance pour base de sa tactique.

La Troisième Internationale méconnaît dans le grand capital, dans le capital financier la puissance unificatrice de toutes les classes bourgeoises.

La « gauche » prend cette puissance unificatrice pour base de sa tactique.

Comme la Troisième Internationale ne croit pas en l'isolement du prolétariat en Occident, elle laisse de côté le développement de la conscience du prolétariat — qui pourtant vit encore profondément sous l'influence de l'idéologie bourgeoise sur tous les terrains — et adopte une tactique qui entretient l'esclavage et la soumission devant les idées de la bourgeoisie.

La « gauche » choisit sa tactique en telle sorte de libérer avant tout l'esprit du prolétariat.

Comme la Troisième Internationale ne base pas sa tactique sur la nécessité de libérer les esprits, ni sur l'unité de tous les partis bourgeois et petit-bourgeois, mais au contraire sur des perspectives de compromis et de « divisions », elle laisse subsister les vieux syndicats et essaie de les faire entrer dans la Troisième Internationale.

Comme la « gauche » veut en premier lieu la libération des esprits, et qu'elle croit à l'unité des bourgeois, elle reconnaît que les syndicats doivent

être détruits et que le prolétariat a besoin de meilleures armes.

Pour les mêmes raisons que ci-dessus, la Troisième Internationale laisse subsister le parlementarisme.

La « gauche », pour les raisons déjà exposées, supprime le parlementarisme.

La Troisième Internationale conserve l'esclavage des masses dans l'état où il était sous la Seconde.

La « gauche » veut le renverser de fond en comble. Elle détruit le mal dans sa racine.

Comme la Troisième Internationale ne croit pas à la nécessité première de la libération des esprits en Occident, ni à l'unité de tous les bourgeois devant la révolution, elle rassemble les masses autour d'elle, sans demander de véritables communistes, et sans choisir sa tactique pour en faire, pourvu seulement qu'il y ait des masses.

La « gauche » veut former dans tous les pays des partis qui ne se composent que de communistes et détermine sa tactique d'après cela. Par l'exemple de ces partis, si petits qu'ils soient au début, elle veut faire des communistes avec la plus grande partie du prolétariat, autrement dit avec les masses.

La Troisième Internationale prend donc les masses comme moyen.

La « gauche », comme but.

A travers toute sa tactique (qui était fort juste en Russie), la Troisième Internationale mène une politique de chefs.

La « gauche » fait une politique de masses.

A travers toute sa tactique, la Troisième Inter-

nationale mène à sa perte la révolution ouest-européenne, et en premier lieu la révolution russe.

Tandis que la « gauche » conduit le prolétariat mondial à la victoire.

**

Pour finir, afin de mettre mes appréciations sous une forme aussi brève et ramassée que possible devant les yeux des ouvriers, qui ont à acquiescer une conception claire de la tactique, je les résumerai en quelques thèses.

1. La tactique de la révolution occidentale doit être toute autre que celle de la révolution russe;

2. Car le prolétariat est ici tout seul;

3. Le prolétariat doit donc ici faire seul la révolution contre toutes les classes;

4. L'importance des masses prolétariennes est donc relativement plus grande, celle des chefs plus petite qu'en Russie;

5. Et le prolétariat doit avoir ici les toutes meilleures armes pour la révolution;

6. Comme les syndicats sont des armes défectueuses, il faut les supprimer ou les transformer radicalement, et mettre à la place des organisations d'entreprise, réunies dans une organisation générale;

7. Comme le prolétariat doit faire seul la révolution, et ne dispose d'aucune aide, il doit s'élever très haut en conscience et en courage. Et il est préférable de laisser de côté le parlementarisme dans la révolution.

Salutations fraternelles,

H. GORTER. (1920).

EN DEPOT A LA MEME LIBRAIRIE :

Documents en français

Plate-forme de l'opposition trotskiste	2 —
Documents de l'opposition trotskiste	2 —
Plate-forme de la gauche (Bordiga 1925)	2 —
A la veille de Thermidor (groupe des 15)	2.50
Collection de L'Ouvrier Communiste contenant le texte de Gorter, des commentaires et des notes, ainsi que de nombreux documents et articles théoriques	3.50

Documents en allemand

H. Gorter. — Offener Brief an Lenin	3 —
» — Imperialismus, Weltkrieg und Sozialdemokratie	8 —
» — Der Historische Materialismus	6 —
Die K. P. D. in eigenen Spiegel	7 —
Programm der Kom. Arb. Partei (K.A.P.D.)	2.50
Russland bewaffnet die Reichswehr	1 —
Gewerkschaft oder Allg. Arbeiter-Union...	1 —